

Droits de l'homme
Un rapport de l'Ong
Article 55 accable
le Cameroun

PAGE 4

Achille Mbembe
"Le pays est sous la coupe
d'à peu près un demi-
millier de vieillards qui
s'arc-boutent et ne veulent
point mourir seuls"

PAGE 10-11



3ème année, n° 066 du 13 octobre 2010, hebdomadaire d'informations générales, Directeur de la Publication : Jean-Bosco Talla - Prix : 400 FCFA

Germinal

Le prix de la vérité

EMPLOI DES JEUNES
Enjeu pour les
protagonistes de
la présidentielle
2011

P. 2

ENQUÊTER SANS A PRIORI NI CONCESSION, PENSER POUR QUE ÇA CHANGE

SÉRIE NOIRE

La série noire se poursuit au Cameroun. Le chef de l'Etat devient de plus en plus esseulé. En masse, les valeureux camerounais, les ténors et caïds de la classe politique, sociale et culturelle quittent la scène qu'ils occupaient depuis plusieurs décennies. Au-delà d'une arithmétique morbide, le Cameroun a besoin des institutions fortes susceptibles de survivre à la disparition d'un homme ou d'un groupe d'hommes qui président aux destinées actuels du pays, autrement dit, qui traversent une époque, une période ou l'histoire, transcendent les différents clivages et qui sont fondées sur des règles (lois et règlements) claires et justes. Lire notre dossier pp 5-10.

La fin d'une génération

Pour qui sonne le glas



Jeu de massacre politique au Cameroun p.3

EMPLOI DES JEUNES

Enjeu pour les protagonistes de la présidentielle 2011

PAR ADRIEN MACAIRE LEMDJIA*

L'approche de chaque consultation électorale importante au Cameroun, les Camerounais se laissent toujours distraire par des débats futiles et querelles anesthésiantes. A qui profite ces investissements peut-on se demander ? Qui a peur du débat sur les sujets qui préoccupent nos compatriotes ? Ou des propositions à énoncer après un bilan négatif des uns et les critiques des autres ?

L'absence de confiance dans les institutions (Elecram notamment), dans certains partis et dirigeants politiques plaident en faveur de la force des arguments pour convaincre nos compatriotes face au scepticisme d'une part et vaincre l'argument de la force qui pourrait être utilisé d'autre part.

L'emploi des jeunes constitue un des champs mobilisateurs pour ce prochain rendez-vous. Il est désormais temps que les différents acteurs s'y mettent.

Le comice agro-pastoral d'Ebolowa aura bien lieu après plus de 20 ans d'attente. Il étalera sans doute les faiblesses actuelles de notre agriculture financière des premiers attributs de notre Etat indépendant. Pourra-t-il enfin jeter les jalons de l'ultime décollage économique de notre pays malgré les mirages annoncés de l'exploitation de nos ressources minières ?

Comme une fusée à plusieurs étages, le développement de nombreux pays industrialisés s'est appuyé sur le premier étage qu'est l'agriculture avant leur industrialisation. C'est le cas des Etats-Unis et de la France.

L'exploitation de l'or noir a suscité chez nous comme ailleurs, de nombreux espoirs chimériques en termes d'emplois. Il en sera de même demain avec la réalisation des projets structurants qu'entend mettre en œuvre le gouvernement actuel dans le cadre de sa politique dite des « grandes ambitions ».

L'agriculture, l'élevage et la pêche tout comme le tourisme constituent et demeureront encore pendant de nombreuses années dans notre pays, nos principaux gisements d'emploi jusqu'ici inexplorés, malgré les intentions affichées.

Le récent résultat du recensement de la population a mis en exergue une très forte population jeune. Des jeunes peu formés aux métiers dont notre économie a besoin et aura besoin à l'aune des nouvelles perspectives.

Des jeunes qui évoluent par ailleurs dans un environnement où l'ascenseur social a cessé de fonctionner depuis les premiers signes de la crise économique des années 90, où le second élément de notre devise, le travail, n'est plus le gage d'une réussite sociale.

Des pays comme l'Algérie ont pris l'option de fonder leur développement sur « l'industrie industrialisante », à travers des grands projets structurants. Les résultats, 30 ans plus tard, sont mitigés.

Une politique efficace de l'emploi doit faire de la formation des jeunes la rampe de lancement de la politique agricole comme porte d'entrée au développement du pays. Elle doit également s'appuyer sur une politique de croissance forte et régulière.

Le Cameroun doit se développer en s'appuyant sur son « or vert », l'agriculture et sur sa jeunesse. La « Révolution verte » qu'appelle aujourd'hui de ses vœux, Jacques Diouf, le président de la Fao, doit prendre corps rapidement dans notre pays. Ce dernier dispose, en quantité suffisante, de bras jeunes, de terres arables, de ressources hydriques. Il faudrait tout simplement donner à cette jeunesse une vision claire, lui fournir des moyens incitateurs pour la mettre au travail.

Pour cela un inventaire exhaustif des filières agricoles à exploiter et à développer doit être effectué afin d'orienter nos jeunes. Nos différents ministères : Economie, Plan, Aménagement du territoire, Emploi sans oublier notre Fonds National pour l'emploi doivent conjuguer leurs efforts dans ce sens.

Ensuite ces jeunes doivent être incités à quitter les villes pour les campagnes, dans le cadre d'une politique économique et d'aménagement du territoire qui inverserait les flux migratoires des zones urbaines vers les zones rurales. Pour cela ils doivent avoir reçu ou bénéficier :

- D'une formation adéquate dans des lycées agricoles et/ou d'élevages spécialisés à créer dans chaque département en fonction de leurs particularités locales. Y favoriser le téléenseignement des techniques agricoles avec le concours de nos partenaires étrangers. Réhabiliter le service national de participation au développement d'antan en l'adaptant aux réalités d'aujourd'hui.
- D'un lopin de terre dans le cadre d'un contrat de bail emphytéotique (bail de longue durée) qui permettrait au lauréat d'exercer son métier aux côtés d'autres jeunes dans une même coopérative ou Gic (Groupement d'intérêt économique) ou Gic (groupement d'intérêt commercial).
- De plants et d'intrants produits suffisamment par nos instituts de recherche, en contrepartie d'un quota de leur production qui alimenterait les stocks de soudure en cas de saisonnalité difficile.
- D'un encadrement et d'un suivi de la part de nombreux ingénieurs agronomes que notre pays a formés ces dernières années et qui peuplent nos ministères parfois de façon oisive.
- D'une aide via la location de matériels agricoles et non une donation comme cela se fait aujourd'hui de la part des démembrés de la chambre d'agriculture qu'il faudrait également créer dans le cadre de ce vent de décentralisation appelé à souffler sur notre pays.

Ces formations qualifiantes s'imposent également à d'autres secteurs de notre économie. En effet, nos rues sont peuplées de jeunes diplômés tantôt désœuvrés tantôt travaillant dans des secteurs d'activités pour lesquels ils n'ont point été formés. Pour le contribuable et la collectivité il s'agit d'un gâchis et d'une perte d'opportunités considérables.

Les décisions prises par les autorités dans le cadre des projets structurants ne semblent pas prendre en compte la nécessité d'avoir à temps une offre de main d'œuvre adaptée à la demande qui en découlerait.

Aucun chronogramme de

mise en œuvre de ces projets, permettant de former les personnels requis n'existe dans l'agenda gouvernemental. Le comité de pilotage des grands projets, récemment créé, vient à point nommé mais tardivement. Il est à craindre que les quelques milliers d'emplois provisoires et définitifs à qualification élevée qu'engendreront ces projets soient pourvus en grande partie par des étrangers.

La situation de chômage généralisée, le découragement dû aux réflexes de corruption, le malaise grandissant qui a gravé l'avenir dans un nuage obscur imposent qu'à situation exceptionnelle, priorité exceptionnelle. Il convient donc de prévoir et de donner aux jeunes Camerounais, longtemps à l'avance, une formation adaptée aux besoins de notre économie. Cela passe bien évidemment par :

• La démultiplication des formations professionnelles par alternance à tous les niveaux : Lycées, universités et écoles supérieures.

• Un cadre réglementaire et fiscal incitatif pour les entreprises, notamment les Pme, qui voudraient bien accueillir ces jeunes en formation.

• La construction d'instituts spécialisés. En effet, comment imaginer qu'après tant d'années d'exploitation de notre pétrole, nous n'ayons toujours pas les moyens de créer un institut national de pétrole et de chimie chez nous ? Comment imaginer qu'un gouvernement ayant la maîtrise de la gestion d'une telle richesse ne dispose toujours pas de telles écoles sur son sol et plus particulièrement dans la région du Sud-ouest, berceau de nos gisements ? Par extension contrôlerait-on demain nos zones diamantifères de l'Est Cameroun sans une école de taille de cette pierre précieuse à Batouri ou Lomié, ou notre « coin ferreux » de Mbalmal sans une école de mines à Djoum ou à Ebolowa ?

UNE CROISSANCE FORTE ET RÉGULIÈRE AU SERVICE DE L'EMPLOI

Nous sommes résolument convaincus que seule une croissance élevée de préférence à deux chiffres sur plusieurs années pourra non seulement permettre à nos jeunes de trouver des emplois mais aussi sortir notre pays des standards internationaux de la pauvreté.

Les goulots d'étranglement et les freins à cette émergence du Cameroun sont nombreux. Malgré les annonces et quelques avancées minimales, la perception qu'ont les investisseurs étrangers de notre pays et qui se traduit d'ailleurs par des Ide (Investissement Direct Etranger) très faibles, reste constante depuis plusieurs décennies. Un climat d'affaires peu attirant et qui n'est qu'un doux euphémisme pour parler de l'affairisme, la corruption, l'inertie bureaucratique, une fiscalité peu adaptée, une absence d'Etat de droit, ajouté à d'autres facteurs auxquels il faudrait s'attaquer, contribuent à ralentir notre croissance en dépit de nos potentialités.

Notre pays souffre depuis de nombreuses années d'un déficit chronique en énergie qui lui fait perdre chaque année un demi-point de croissance en dépit de son potentiel hydro-électrique qui le place en deuxième position en Afrique après la Rdc. Les grands barrages hydro-électriques, en cours de pré-réalisation sont certes attendus mais ne

devraient pas être l'unique réponse à cette demande en énergie qui continuera de croître de façon vertigineuse les prochaines années. Nous devons encourager fiscale-ment les investisseurs privés, dans le cadre des contrats Bot (Build, Operate and Transfer), à réaliser plutôt des mini-centrales peu onéreuses et moins contraignantes en termes d'études d'impact environnemental d'une part et de diversifier notre parc énergétique en s'ouvrant au solaire et à l'éolienne d'autre part.

Nos infrastructures de transport sont vétustes, insuffisantes voire inadéquates. Une étude réalisée récemment par un cabinet camerounais montre qu'avec la construction d'un second pont sur le Wouri, notre Pib gagnerait un point de plus de croissance. Si on allait vers la construction d'un troisième pont à l'instar de celui sur la lagune d'Ebricé à Abidjan, nous pensons qu'une telle construction aurait des effets multiplicateurs très importants sur notre économie.

Depuis la fin de la construction du Transcamerounais, aucun kilomètre supplémentaire de ligne ferroviaire n'a été construit ou réhabilité dans notre pays. Tout au contraire la ligne Douala-Mbanga a été abandonnée. Là aussi, nous proposons la rénovation des lignes existantes, leur extension vers le Tchad, la République centrafricaine par des développeurs autres que Camrail. Cela aurait pour effet non seulement d'accélérer l'intégration sous-régionale mais aussi de donner un coup de fouet supplémentaire à notre économie nationale.

Les autres types de transports ne doivent pas être en reste. Alors que nous sommes encore au stade des études relatives à la construction de notre première liaison autoroutière, d'autres pays moins bien lotis que nous, ont commencé la réalisation des leurs. La liaison Bamako-Koulikoro ou Dakar-St Louis pour ne citer que celles-là. Il y a trente ans déjà que la Côte d'Ivoire dispose d'une autoroute entre Abidjan et Bouaké. Le réseau routier doit être développé et densifié, les ports de Kribi et de Limbé doivent enfin sortir des limbes. En effet ces constructions portuaires viendraient désengorger celui de Douala peu propice à l'accostage des navires de grand tonnage tout en améliorant la compétitivité de notre économie.

Le développement des télécommunications, nerfs de la guerre moderne, a pris du retard. Ce retard doit être rattrapé le plus rapidement possible si nous souhaitons développer de nombreuses activités comme celles liées à l'Outsourcing (externalisation des services pour une entreprise : ie call-center), pourvoyeurs d'emplois. Le Maroc, la Tunisie et le Sénégal dans une moindre mesure sont des exemples à suivre. L'offshoring tout comme le Nearshoring est pourvoyeur de richesses. La fibre optique doit rapidement s'enraciner dans le paysage camerounais. De nouveaux opérateurs téléphoniques doivent pouvoir s'installer afin de booster le marché, émuler la concurrence, réduire les coûts puis les prix aux consommateurs.

Une gestion des finances publiques qui plombe la croissance. Après l'atteinte du point d'achèvement Ppte, notre pays s'est lancé à nouveau dans un cycle d'endettement non productif. L'orthodoxie

budgétaire à laquelle l'Etat devrait s'astreindre, a commencé à voler en éclat après les émeutes de février 2008 avec le gel des prix notamment ceux du carburant à la pompe. Ces subventions ont fait perdre à la Sonara, l'équivalent de 106 Mds de FCfa, soit 1% de notre Pib. Ajoutée aux créances qu'elle détient sur l'Etat (300 Mds de FCfa), cette société ne survit qu'au prix d'emprunts bancaires onéreux. Son plan de rénovation d'un montant équivalent aux sommes que lui doit l'Etat, s'en trouve menacé tout comme ses créanciers, si cette société venait à déposer son bilan. La solution des Dts (Droits de tirage spéciaux) du Fmi, pour éponger ces dettes et qui prive d'autant notre économie de financements opportuns et productifs, aurait pu être évité si certaines dépenses « *souventraires* » pour les uns et de « *souventraîneté* » pour les autres n'avaient été engagées contre tout bon sens. C'est le cas des festivités récentes du cinquantenaire de notre indépendance (plus de 50 Mds de FCfa) et celles à venir de nos forces de défense.

Un système financier et bancaire qui, en dépit de sa surliquidité, rechigne à financer les Pme-Pmi, faute de projets bancables, disent ces établissements. Rien de surprenant dans un pays où l'informel est la règle et le formel l'exception. Afin d'atténuer la frilosité de nos établissements de crédit et banques, nos pouvoirs publics devraient mettre en place un fonds de garantie, (à l'instar de la Coface en France mais tournée néanmoins vers l'intérieur), des emprunts contractés par ces entreprises dites inéligibles. Un organisme devrait accompagner les créateurs tout comme les entreprises dans le montage des projets à financer. Si un cadre politique et économique incitatif est mis en place, à travers des mécanismes, outils et institutions à mettre en œuvre ou à créer : Pépinières locales d'entreprises, Fonds d'investissement, Déploiement des filiales des banques et du Crédit Foncier dans les zones d'émigration camerounaise, le potentiel financier de la diaspora pourrait booster l'investissement dans notre pays et les activités de sa place boursière.

La volonté affichée par le gouvernement d'affecter les 200 Mds de FCfa du futur emprunt obligataire à la réalisation des grands travaux a, à notre avis, très peu de chance de relancer notre économie et surtout d'avoir un impact en termes d'emplois durables si certains pré requis n'ont pas été réalisés. En effet, tout comme nos jeunes ne sont point formés, notre industrie n'est pas prête à absorber cette masse d'investissements. A titre d'exemple, comment expliquer qu'en dépit d'une offre insuffisante en ciment, les différents projets de construction de cimenteries avec les Sud-coréens à Limbe ou des Chinois dans le Sud tardent à être opérationnels avant le début d'exécution des dits grands travaux, futurs grands consommateurs de ce produit ? Si tel n'est pas le cas, cette politique de relance par les grands travaux profitera aux étrangers comme nous l'avons vu sous d'autres cieux. La France du premier gouvernement de gauche de Pierre Mauroy en 1981 l'a appris à ses dépens avec une politique de relance adaucieuse qui profita à l'Allemagne.

Le Cameroun doit rapidement sortir du « *traitement social* » du chômage, certes nécessaire mais peu productif, dans la fonction publique, l'armée et la police, pour s'attaquer aux causes structurelles de ce fléau dans notre pays. Une alternative existe. Il est temps de la mettre en œuvre afin que l'émergence de notre pays ne soit pas simplement un effet d'optique mais une réalité.

*Consultant International en Finance



Siège : Mendong-Yaoundé

B.P. 13 525 Yaoundé
 Fax: (237) 22 31 46 15
 Website:
 www.germinalnewspaper.com
 e-mails:
 germinal.hebdo@yahoo.fr
 info@germinalnewspaper.com

Directeur de la Publication

Jean Bosco TALLA
 Cell. 77 31 48 98
 e-mail : jbtalla2001@yahoo.fr

Conseiller
Célestin LINGO

Rédacteur en chef
 Duke ATANGANA ETOTOGO

Rédacteur en chef délégué
Secrétaire de rédaction
 Simon Patrice DJOMO

Rédaction Générale
 Jean-Bosco TALLA
 Duke ATANGANA ETOTOGO
 Simon-Patrice DJOMO
 Jean-Pierre HACHDA
 Théodore BOTOKO ISELEKI
 Serge-Alain KABASSINÉ
 Joseph FUMTIM
 David KOFFI
 Etienne LANTIER
 Yvan EYANGO
 Yvanna Claire Owona
 MAHEU

Secrétariat Technique
SAMORY

Production Relations & Publiques
 Emuna BATA

Agent Commercial
BOYOGUENO

Impression
 MACACOS

Distribution
 MESSAPRESSE

SAMORY

SARL

Le fil de l'épée

Par Jean-Bosco Talla

Tous les Camerounais et les observateurs de bonne foi sont d'accord pour affirmer que dans la situation actuelle du Cameroun, des mesures draconiennes doivent être prises pour éradiquer, du moins, pour réduire à des proportions permettant une vie sociale normale, les effets de la corruption.

Alors que dans certains pays occidentaux et, dans une certaine mesure, dans des pays africains, on a affaire à une corruption notable, au Cameroun, elle touche et implique l'ensemble des catégories sociales et tous les secteurs d'activités. Des milliardaires aux personnes les plus subalternes, du sommet de l'État au "rien-du-tout", le siphonage des ressources de la Nation est devenu le plus usuel des agissements des Camerounais.

Normal (?) puisque certains Camerounais estiment, à raison, que la corruption est entretenue par ceux-là mêmes qui incarnent les institutions publiques, comme pour dire que "l'exemple vient d'en haut". Adoptant cette formule, ils admettent que "tout pouvoir recèle un virus qui s'empare de quiconque détient et exerce une autorité, mais finit par s'attaquer aussi à celui qui la subit. La corruption inhérente à l'exercice du pouvoir impliquerait nécessairement la corruption généralisée de ceux sur ou contre qui s'exerce le pouvoir. Il y aurait alors comme une loi de réciprocité du fait laquelle la corruption du pouvoir suscite celle de la société, en détermine l'ampleur, la nature et la forme" (G. H. Ngnépi, 1996).

D'autres n'hésitent pas à dire que Paul Biya a fait de la "manducation" l'arme efficace de prédilection pour assurer sa reproduction au pouvoir dans un système politique et économique où (presque) tous ses adversaires n'offrent aucune alternative crédible. C'est la raison pour laquelle, soutiennent-ils, "Biya peut se désintéresser totalement de ce qui se passe au Cameroun en sachant que le pays est gouverné" d'une main de fer "par des hommes qu'il a placés aux lieux stratégiques où ses collaborateurs soigneusement identifiés et sélectionnés trouvent des profits énormes où personnes ne leur exigent aucun compte" (J.-M. Ela), chaque responsable intégré dans le système gérant le secteur à lui confié comme un patrimoine, un "don" une portion de "gâteau" devant assurer sa prospérité. Certes, sous la pression des bailleurs de fonds et des partenaires bilatéraux et multilatéraux, des réformes ont été engagées en vue de la réduction des effets de ce cancer à des proportions moins monstrueuses. Il est fort symptomatique que dans notre pays où on parle de plus en plus de lutte contre la corruption ces dernières années, aucune mue significative n'est enregistrée en la matière.

Même la création des structures gouvernementales, la ratification de la Convention des Nations unies contre la corruption, les gestulations médiatiques de la Conac ces derniers temps, les arrestations spectaculaires des dignitaires du régime n'ont nullement conduit à un amoindrissement des exactions de toute nature.

Au contraire. L'ampleur du fléau est telle que nous demeurons l'un des pays le plus corrompu au monde, si l'on s'en tient aux différents travaux des Ong, notamment *Transparency International* basée en allemande, qui montrent, au fil des années, qu'au Cameroun le mal est très profond et a atteint des proportions dramatiques. D'où aussi une perception fort en décalage avec l'image de marque "bonne" que les pouvoirs publics et affidés à travers les médias publics s'échinent, sans succès, à donner dans le cadre des soi-disant campagnes de lutte contre ce cancer qui gangrène notre économie et plombe le développement. D'ailleurs, il en résulte très souvent une légitime déception chez les bailleurs de fonds qui voient leurs aides détournées, se contentent, quelquefois, des mises en garde verbales et des mises en scènes grotesques.

Cela ne pouvait en être autrement. Il fallait d'ailleurs une bonne dose de naïveté ou d'aveuglement pour croire que les structures gouvernementales de lutte contre la corruption étaient synonymes de résorption du phénomène. C'était mésestimer à quel point la corruption est enracinée dans la société camerounaise et ignorer qu'elle est consubstantielle du régime politique en place qui n'a, jusqu'ici, pu la juguler malgré les incantations du monarque présidentiel, de ses ministres et sous-ministres, les arrestations à tête

chercheuse et les condamnations à de lourdes peines de prison de quelques lampistes et autres boucs émissaires.

Au stade actuel, lutter contre la corruption au Cameroun signifie lutter contre le système politique qui nous gouverne, système qui a besoin de la corruption pour se pérenniser et qui a fait de la corruption un élément central du fonctionnement de l'État. On en veut pour preuve les fameuses listes des personnalités suspectées de crime économique qui, en son temps, avaient fait le tour des rédactions et dans lesquelles figuraient des personnalités qui sont à la tête du dispositif sécuritaire du pays, les arrestations et les condamnations à très lourdes peines d'emprisonnement des piliers du régime. Combattre la corruption donc "c'est ébranler tout un système politique fondé sur l'accumulation des richesses hors de tout processus productif. Pour les dirigeants qui ont besoin de la stabilité en vue de se maintenir au pouvoir, la lutte contre la corruption ne peut être que suicidaire" (J.-M. Ela). C'est vraisemblablement la raison pour laquelle Paul Biya a placé la Commission nationale anti-corruption (Conac) sous son autorité. C'est aussi pourquoi, il ne peut accepter l'élaboration d'une loi contre ce fléau. C'est enfin pourquoi il ne peut aller très loin dans son entreprise, incapable de se faire hara kiri ou de scier la branche sur laquelle son régime est assis.

N'en déplaise au chef de l'État qui, répondant, le 30 octobre 2007, aux questions d'Ulysse Gosset sur la chaîne de télévision France 24, brandissait, comme pour se convaincre et convaincre les téléspectateurs, quelques "trophées" glanés à son corps défendant dans le cadre de la lutte contre la corruption (arrestations et traductions devant les tribunaux, mise en place de structures anti-corruption) et qui affirmait que "ce n'est qu'avec le temps [que les Camerounais] verront que ne n'est pas de la poudre aux yeux"

Convenons avec le philosophe Lucien Ayissi que « lorsque la corruption des pouvoirs publics est si endémique qu'elle affecte la justice, les forces de l'ordre et toute la gouvernance, l'État apparaît comme un système mafieux. Il règne la spéculation de l'argent sale, les rackets et la spoliation des droits individuels. Un État aussi institutionnellement charançonné, motive le développement de toutes sortes de délinquance et criminalité » (Lucien Ayissi, 2003 : 52).

En tout cas, Paul Biya doit savoir ce qu'il veut : lutter contre la corruption ou faire tourner en bourrique les Camerounais et les bailleurs de fonds. Parce que la lutte contre ce fléau concerne toute la vie sociale. Lutter contre la corruption, c'est aussi œuvrer pour le respect des droits des Camerounais à bénéficier des services qui leur sont dus sans contrepartie. C'est plus généralement œuvrer pour le respect des droits de l'homme qui doivent animer et inspirer toutes les décisions et les actes dans notre "démocratie avancée" qui a eu l'ambition de les faire vivre en faisant en sorte que la Déclaration universelle des droits de l'homme soit partie intégrante de la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996. Les droits de l'homme, la lutte contre la corruption, sont à la politique et à la vie sociale, ce que la respiration, la nutrition et la reproduction sont à la vie physiologique, pour parler comme John Dewey (1916:24). Et, faute par Paul Biya de montrer qu'il est animé par une véritable volonté de transparence en mettant en application l'article 66 de la Constitution et en rendant exécutoire les dispositions de la loi n° 003/2006 du 25 avril 2006 relative à la déclaration des biens et avoirs, la lutte contre la corruption ne demeurera qu'un simple jeu de massacre politique. Au grand dam des Camerounais!

Les humiliations infligées aux dignitaires du régime - ministres, directeurs généraux des sociétés publiques et parapubliques, membres du comité central et du bureau politique du Rdp - à travers la théatralisation et la spectaculisation des arrestations, sont révélatrices des guerres des tranchées que se livrent les différents clans pourvoyistes, de la déliquescence et de la pourriture très avancée du système néocolonial en place depuis 50 ans. Elles sont le prélude d'une implosion du système Biya.



Instantané

Quand Yaoundé respire, le Cameroun vit.

LOKOUNDJE

Une commune sans maire

Le visiteur qui débarque dans l'arrondissement de Lokoundje, notamment dans la localité de Fifinda, chef lieu de cette unité administrative, a tout simplement l'impression d'être dans un eldorado. Une simple impression somme toute. L'arrondissement de Lokoundje au fond se meurt dans un sous développement indescriptible et sans précédent. Rendu à Bissiang et dans la zone de Bidou, les pauvres populations rencontrées disent ne pas connaître leur maire. Un riverain confirme que « nous apprenons qu'il est le Dg de la Bicec. Mais moi, depuis plus de 20 ans que j'ai replié au village, je ne l'ai pas encore vu ». Un autre prend leur défense en voulant expliquer que leur maire se fait voir lors des consultations électorales et puis plus rien. Sans être de simples déclarations, un tour fait dans cet arrondissement, prouve bien que l'exécutif communal se plait plus aux agapes qu'aux investissements. En dehors de quelques-uns effectués à Fifinda (place des fêtes, jardin botanique abandonné...) le reste de l'arrondissement n'a jamais vu l'ombre d'une machette pour le désherbage des voies d'accès. Les points d'eau sont inexistantes. L'électrification rurale reste un leurre. Bref, les services de bases sont les choses les plus minorées par des dirigeants de la commune de Lokoundje. Cet abandon s'explique par l'absentéisme du maire Innocent Ondo Nkou, Directeur Général adjoint de la Bicec, par l'inefficacité de son premier adjoint et son deuxième adjoint reste introuvable. Il serait cadre à Camtel. A cette allure, avec le comice qui s'annonce au galop et où les maires ont la lourde charge d'encadrer les paysans, il reste fort à parier que la Lokoundje qui regorge pourtant un potentiel agropastoraux ne soit pas prêt le jour-j. Hélas, les Gics et autres réseaux des Ongs qui sont abandonnés à eux-mêmes n'auront leurs yeux que pour pleurer. Attendre du département de l'Océan une participation honorable à ce rendez-vous du monde rural relève cette fois alors d'une véritable gageure. Olivier Ndenkop

DROITS DE L'HOMME

Article 55 accable le Cameroun

ARTICLE 55 - OSC, une Organisation non gouvernementale de droit camerounais œuvrant pour la promotion et le respect des droits humains au Cameroun et basée à Douala, vient de publier son Rapport d'observation pour l'année 2009-2010. Un tableau sombre.



Prison centrale de Yaoundé, Kondengui

Il s'agit en réalité d'un rapport sur le respect des droits économiques, sociaux, culturels et...environnementaux au Cameroun pour cette période et leurs conséquences sur les années à venir. Au fil des 45 pages, le document présente le contraste qu'il existe entre les textes juridiques existants et leur application par les autorités camerounaises. Pour les rédacteurs du rapport, le Cameroun est signataire de plusieurs traités et conventions qui ne sont malheureusement pas mis en application. Ce contraste a pour corollaires, le piétinement des droits humains, la gestion hasardeuse de la chose publique, les détournements des fonds et la paupérisation des masses. En parcourant ce rapport, on apprend sans forcement être étonné que la corruption a investi toutes les sphères de la vie publique au pays de la « Rigueur et de la Moralisation ». Après enquêtes, Article 55 dit avoir constaté que presque tous les déplacements des ministres, autorités diverses sont

payés selon une « Mercuriale non écrite » mais respecter à la lettre. « Tout le monde sait à Douala, par exemple qu'il existe une mercuriale non écrite pour obtenir qu'une autorité publique « honore de sa présence » une cérémonie qui n'est pas organisée par son ministre de tutelle ou par le Rdpc. Ici, on ne parle pas de « glisser quelque chose dans la main » mais de « donner le carburant pour le déplacement ... » Il s'agit d'un minimum de 50 000 FCfa pour le S/Préfet, 150 000 pour le Préfet, 250 000 francs Cfa et au-dessus pour le Gouverneur. Pour inviter le ministre du travail à une cérémonie de « Remise de médailles du Travail » dans une entreprise, il faut budgétiser son déplacement au-dessus du million de francs Cfa. Par contre, ce qui est surprenant c'est que même dans cette jungle la hiérarchie est respectée. C'est ainsi que les chefs de service administratifs déconcentrés (délégués régionaux ou départementaux) sont d'une modestie égale à leur rang, car on peut les

déplacer avec seulement 15 000, 25 000 à 50 000 francs. C'est ce que cette Ong appelle « corruption du sommet ». Cette « macro-corruption » est aussi perceptible dans les marchés publics caractérisés par les dessous de table parfois faramineux.

Il existe aussi une autre forme, tout aussi dangereuse. C'est la « corruption de base ». Celle-ci se manifeste de la sorte:

Pour acheter un timbre fiscal de 1000 FCfa dans un guichet du ministère des Finances (douane, enregistrement, Trésor etc.) ou dans un Commissariat de police, il faut glisser entre 200 et 1000 FCfa dans la main du guichetier, ou y passer toute la journée. Pour légaliser une signature (opération dont la gratuité est fixée par la loi) il faut glisser 1000, 2000, ou 3000 francs Cfa selon le Commissariat ou la sous-préfecture.

Par rapport aux droits civiques et politiques, l'Ong croit savoir que quatre grands maux entraînent pour les citoyens camerounais, et de façon constante depuis plusieurs années, une perte quasi-totale de leurs droits civils et politiques d'abord, mais surtout économiques, sociaux et culturels. Ce sont :

- la confiscation du processus démocratique par le gouvernement du Rdpc;
- la corruption généralisée (mais particulièrement ancrée dans le système politique et les structures technocratiques de l'Etat) corruption qui obère le progrès du pays, et entraîne au quotidien de graves

souffrances pour les citoyens ;
- les détournements des fonds publics qui découlent de la grande corruption, ou que celle-ci accompagne pour garantir l'impunité de la prévarication, et dont la conséquence est le tarissement des ressources financières affectées par l'Etat à l'offre des services publics.
- l'usage permanent de la torture. Référence est explicitement faite aux méthodes cavalières avec lesquelles policiers et gendarmes traitent les citoyens dans les milieux « spécialisés » pour les extorquer des paroles qu'ils consignent sur procès verbal pour les en accabler le moment venu.

Pour démontrer que le Cameroun a une justice aux ordres, ce rapport revient sur les condamnations parfois sans procès des citoyens qui ont eu le tort de vouloir mettre leur liberté d'expression en pratique. C'est le cas de Lapiro de Mbanga, Paul Eric Kingué. Sans oublier la mort en détention du journaliste BIBI Ngota après un passage à la dangereuse Direction Générale de la Recherche Extérieure.

Pour Jean Baptiste Sipa et son équipe, l'Etat camerounais cesse d'être un Etat de Droit dès lors qu'à ce déficit immense de protection des droits économiques, sociaux et culturels de ses populations, vient s'ajouter le verrouillage du processus démocratique induit de la volonté du parti gouvernement de s'éterniser au pouvoir, en violation du droit du peuple à l'alternance de gouvernance.

YVAN ETANGO

EXTRAITS

« L'opération épervier »: campagne officiellement pour lutter contre la corruption

« L'opération épervier » est une sorte de campagne juridico-policière décidée il y a plus de 5 ans, par le gouvernement camerounais, officiellement pour lutter contre la corruption, mais dont l'action n'a jusqu'ici porté que sur les arrestations et procès pour détournement des fonds publics

Il a été aisé pour les spécialistes de constater que cette opération à tête chercheuse ne respecte aucun canon dans le cadre de cette procédure. Ceux-ci n'hésitent pas à parler, à juste titre, d'une application du principe de « deux poids deux mesures » étant donné que pour les mêmes infractions, certains ont été poursuivis et condamnés judiciairement sans être passés devant le Conseil de discipline budgétaire et financière (Cdbf). Ce fut le cas à titre d'exemples, Thierry Atangana et Edzoa Titus de la présidence de la république. D'autres au contraire y sont passés, avant d'être actuellement devant les tribunaux ou sous mandat de détention provisoire. C'est le cas de Nguini Eeffa de la Scdp. Dans le même temps, d'autres suspects, bien qu'épinglés par ledit Conseil de discipline, continuent à mener une vie tranquille et à circuler librement. Tel est le cas de Gervais Mnedo Ze, ancien directeur de la Crtv.

La troisième catégorie est celle des personnes qui, dans la même affaire, sont mises en détention provisoire par la Justice et poursuivies en même temps par Conseil de discipline budgétaire et financière. Elles sont régulièrement extraites de prison pour répondre aux convocations du Cdbf. L'exemple type étant celui

de Ngamo Hamani, ancien administrateur de l'ex Camair, à qui il était initialement reproché un détournement de 127 milliards Cfa par la justice, et qui se au où est publié ce rapport, avoir déjà apporté des justificatifs de plus de 4/5 dudit montant. Si cette dernière donnée peut paraître normale dans un procès équitable, elle n'en témoigne pas moins dans le cas du Cameroun, de la légèreté et de l'esprit de nuisance qui caractérisent les enquêtes du Contrôle supérieur de l'Etat ou celles des agents du Parquet.

2) Impunité et règlements de compte suite aux événements de février 2008

A la suite des tristes événements qui ont secoués la majeure partie des villes du Cameroun en février 2008, plusieurs centaines de jeunes ont été interpellés, jugés de manière expéditive en violation de plusieurs droits de la défense en Mai de la même année. Le chef de l'Etat le 27 Mai avait prononcé un discours dur à l'égard des émeutiers en les traitant de personnes manipulées par les apprentis sorciers tapis dans l'ombre, qui ont agi sans mesurer les dangers qu'ils couraient en affrontant les forces de l'ordre. Il a reconnu officiellement que certains d'entre ces émeutiers ont perdu leur vie. Compréhensif plus tard les véritables mobiles de ces émeutes qui n'étaient autres que la famine et la misère, il a accordé une remise des peines à la majeure partie d'entre eux qui avaient été condamnés à des peines allant jusqu'à un an d'emprisonnement.

Le Chef de l'Etat ignorait sans doute que beaucoup de ces jeunes,

enfants de la rue de leur état, avaient été condamnés aux dépens, et ne pouvaient pas s'acquitter de ces frais. Le Code de Procédure pénale autorise que dans de tels cas, la conséquence logique soit la transformation des ces dépens en contrainte par corps, et donc que l'amnistié reste en prison. En clair, la mesure présidentielle n'a pas eu les effets escomptés.

Enfin, cette mesure ne s'appliquait guère aux personnes qui, à cette date n'étaient pas encore judiciairement fixées sur leur sort en instance, et qui continuent jusqu'à ce jour à comparaître devant les juridictions, suite aux lourdes condamnations dont ils ont fait l'objet par la suite. Les exemples les plus frappants ont été relevés dans le Département du Moungo où des prévenus ont été condamnés à 15 ans ferme

(Ambomo Guy Modeste), à 10 ans, (Kong Zaché) à 6 ans ferme (Paul E.kingue), 3 ans ferme (Lapiro de Mbanga). Cette dernière peine de Lapiro de Mbanga a été confirmée à la Cour d'Appel de Douala. Au vu du déroulé de leur procès, les poursuites contre Lambo Sandjo Pierre Roger (Lapiro de Mbanga) et Paul Eric Kingué (maire de Njombé-Penja) pour « pillage en bande et complicité, et autres... », ne pouvaient être qu'un prétexte de règlements de compte, puisque la nature de leurs actes en la circonstance, ainsi que les témoignages des tiers auraient dû plutôt les disculper. Et ils ont toujours plaidé non coupables, démontré et clamé leur innocence, et ne se sont jamais perçus comme détenus de droit commun, mais plutôt comme des prisonniers politiques.»

Bientôt dans les Kiosques
Les Dossiers
et Documents
de Germinal
Une édition à ne pas
manquer.

CAMEROUN
Série
noire

La série noire se poursuit au Cameroun. Le chef de l'État devient de plus en plus esseulé. En masse, les valeureux camerounais, les ténors et caïds de la classe politique, sociale et culturelle quittent la scène qu'ils occupaient depuis plusieurs décennies. Coup sur coup, la mort a fauché Joseph Foté, Pius Njawé, Léopold Ferdinand Oyono, Denis Ekani, Paul Tessa, Mgr Paul Verdzekov, Justin Dior, Jean Marc Ela, Meinrad Hebga, Bénaé Mpecké, René Owona, Ndeh Nfumazah, André Booto à Ngon, Pierre Tchangué, Charles Assalé, François Sengat Kuoh, John Ngu Foncha, Salomon Tandem Muna, Pierre Tsoungui, Paul Soppo Priso, Joseph Tsanga Abanda, Fonka Shang Lawrence, Victor Ayissi Mvodo, Samuel Kamé, Julienne Keutchka, Paul Fokam Kamga, Justin Fotué Kamga, Paul Kamga Njiké, Joseph Kamga, André Fouda, Charles Awana Onana, Mgr Albert Ndongmo, Mgr Paul Etoga, Mgr Jean Zoa, Mgr André Wouking, Jean Fochivé, Gilbert Andzé Tsoungui, le Père Engelbert Mveng, Ahmadou Ahidjo, Maidadi Sadou, Luc Loé, Bernard Eding, Christopher Nsalhah, Samuel Eboua, Vroumsia Tchinyave, Christian Tobie Kuoh, Victor Ayissi Mvodo, Thomas Meloné, Stanilas Meloné, Gorges Ngango, Mongo Beti, Francis Behey, Eboa Iottin, Vianney Ombé Dzana, Henri Bandolo, Luke Ananga, Claude Ondobo Ndzana, Enoch Kwayeb Kate, Emah Basile, David Dagobert Fampou, Salomon Nfor Gwei, Emah Ottou P.P. Williams Higgins, Gustave Essaka, Simon Nko'o Etoungou, Amougou Noma. Nous en oublions certainement. Nous n'éprouvons pas une délectation morose en publiant cette longue liste funèbre. La perte d'un être humain, quels que soient la couleur de sa peau, son appartenance ethnique, ses convictions politiques, idéologiques et religieuses laisse un grand vide impossible à combler. Au-delà d'une arithmétique morbide des compatriotes qui quittent la scène, de ceux qui restent et des autres qui aspirent à vivre dans un environnement politique rénové ou reconstruit, de nos jours, le Cameroun a besoin des institutions fortes susceptibles de survivre à la disparition d'un homme ou d'un groupe d'hommes qui président aux destinées actuelles du pays, autrement dit, qui traversent une époque, une période ou l'histoire, transcendent les différents clivages et qui sont fondés sur des règles (lois et règlements) claires et justes. L'usure de la classe politique actuelle et surtout d'un pouvoir monarchique, plus autocratique que démocratique induit des comportements mettant en péril la cohésion nationale. De sorte que s'il survient une vacance temporaire, subite ou définitive du pouvoir suprême, il est à craindre un embrasement dans le pays. La situation sera d'autant plus critique que certains qui sont au pouvoir, des politiciens par décret, se sont comportés vis-à-vis de certaines élites comme des redoutables machines à exculter et à humilier, engendrant des sentiments de vengeance et de revanche à peine dissimulés.

JEAN BOSCO FALLA



Prémonition d'une fin de génération

Dans la vie d'un individu, il est des moments où rien ne va, et du coup, les moindres faits et gestes sont décryptés comme étant des signes prémonitoires d'une fin. Ainsi en est-il des individus comme des générations d'hommes.

Depuis quelques années au Cameroun, à la manière et au rythme dont se fait la sortie de scène de certaines personnalités de la République qui ont marqué les années post indépendance, il ne fait plus de doute que cette génération est en fin de règne. Elle est en train de disparaître. Une génération constituée d'hommes d'État, d'opérateurs économiques, de religieux, d'hommes de culture, bref, de véritables ténors du Cameroun moderne.

A titre d'illustration, la disparition de trois figures marquantes de l'histoire sociopolitique récente du Cameroun qui sonne non seulement le glas pour cette génération, mais surtout, qui symbolise la brutalité avec laquelle ces grands hommes du gotha tirent leur révérence. D'abord celle de **Léopold Ferdinand Oyono**, écrivain et ancien ministre d'État chargé de la culture et ambassadeur itinérant au moment de sa disparition. Nous sommes le 10 juin 2010 au palais de l'Unité. Paul Biya, le président de la République, reçoit un hôte de marque, en la personne de son Excellence Ban Ki Moon, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu), venu au Cameroun parler, certes de coopération, mais davantage de développement. Plusieurs proches collaborateurs du chef de l'État prennent part à l'événement. Parmi eux, un certain Léopold Ferdinand Oyono, très proche et fidèle parmi les fidèles de Paul Biya. Jusque-là, tout se passe bien, sans la moindre anicroche. Malheureusement, à la fin de la cérémonie, tout juste au moment où les convives se retirent, l'auteur du vieux négro, sans la médaille, roman à succès, est pris d'un malaise cardiaque et tombe. Panique du protocole, tentative de réanimation, espoir et finalement consternation.

L'homme avec qui Paul Biya avait l'habitude de jouer au sonogo, son passe-temps favori quand il se rend à Mvomeka'a, son village natal, n'est plus.

ATTAQUE CARDIAQUE

Cette fin brutale d'une personnalité en pleine activité n'est pas un cas isolé parmi les hommes de la génération post indépendance. On se souvient, en effet, que le 20 mars 1998 **Jean Zoa**, archevêque métropolitain de Yaoundé, tombe devant ses ouailles à la cathédrale Notre Dame des Victoires de Yaoundé, lui aussi victime d'une attaque cardiaque en pleine célébration de la messe de requiem en la mémoire de Monseigneur **Paul Etoga**, évêque du diocèse de Mbalmayo, décédé quelques jours avant. Ainsi s'achevait la vie d'un homme, un religieux, dont les prises de position face aux grandes problématiques nationales étaient quelquefois sujettes à polémique, comme ce fut le cas dans les années 90, avec la lutte pour l'institution du multipartisme et la démocratie au Cameroun.

Autre personnalité et pas des moindres, mais ayant eu une fin identique : il s'agit de **Jean Fochivé**, qui a travaillé sous les deux régimes de **Ahmadou Ahidjo** et **Paul Biya** essentiellement à la police et dans les services de renseignement. De retour de la présidence de la République un soir aux environs de 20 heures 30 mn, où, disait-on, il était allé répondre à une convocation de sa hiérarchie, **Jean Fochivé** a été fauché par une crise cardiaque. Difficile d'y croire, tant c'est celui dont la mission était de traquer les opposants et autres subversifs dans leurs moindres retranchements, c'est-à-dire de mater la rébellion, qui finissait ainsi brutalement. "Le flic des flics" dont la seule évocation du nom provoquait la terreur au sein de la

population s'était pourtant construit une image de baobab. Malheureusement, cette nuit du 12 avril 1997 lui avait été fatale. Il venait de faire son dernier coup tordu

FIN D'UNE ÉPOQUE

Ces trois cas de figure symbolisent à suffisance la manière dont est en train de s'opérer la fin d'une époque, celle des hommes qui ont fait l'histoire politique du Cameroun entre deux périodes de lutte : lutte de libération et lutte pour la démocratisation ; époque marquée par la pensée unique imposée par des thuriféraires à la solde des "maîtres hexagonaux". Fin donc d'une époque puisqu'en quelques années seulement, les pertes ont été énormes autant qu'elles sont significatives.

D'abord les intimes de **Paul Biya** qui ont répondu à l'appel du destin divin. Parmi eux, l'on note **René Owona**, secrétaire général adjoint de la présidence de la République ; le Pr **George Ngango**, ancien ministre de l'Éducation nationale ; **Emah Basile**, Délégué du gouvernement et trésorier du Rdpc ; **Amougou Noma** lui aussi Délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Yaoundé, **Paul Tessa**, ancien Directeur général de la Société de presse et d'Édition du Cameroun (Sopecam) et président de la Commission nationale anticorruption (Conac), etc.

Dans cette vague de décès, sont aussi présents les hommes ayant servi les deux régimes tout comme leurs opposants qui n'ont pas échappé à la loi de la fin de génération. Ainsi, peut-on par exemple citer, pour les premiers, **François Sengat Kuoh**, ancien secrétaire politique de l'Union nationale camerounaise (Unc), **Enoch Kwayeb Kate**, ancien ministre sous le régime d'Ahidjo et premier président de l'Observatoire national des élec-

tions (Onel) sous le régime de Biya ; **Salomon Tandem Muna**, ancien président de l'Assemblée nationale. Dans ce tableau, on ne saurait oublier les autres figures de proue telles que **John Ngu Foncha**, **Maidadi Sadou**, **Christian Tobie Nkuoh**, **Luc Loé**, **Henri Bandolo**. Parmi les seconds qui, à un moment ou à un autre, ont marqué leur distance avec un des deux régimes, on peut citer **Ayissi Mvondo**, ancien ministre de l'Administration territoriale, **Samuel Eboua**, ancien secrétaire général de la présidence de la République sous d'Ahidjo, ou de **Emah Ottou P.P.**, frère cadet de **Emah Basile**, pharmacien, militant de l'Union des populations du Cameroun (Upc) depuis 1960 et fondateur, en 1991, du Rassemblement des forces patriotiques (Rfp).

Enfin, parmi ces disparitions qui signent le crépuscule d'une époque politique, figurent en bonne place les hommes de culture comme **Mongo Beti**, **Francis Bébé**, des hommes de Dieu tels que le Père **Jean Marc Ela**, le Père **Meinrad Hebga**, **Mgr André Wouking** des opérateurs économiques à l'exemple de **Pierre Tchangué**.

Au bout du compte, la qualité, la position et l'âge des personnalités ainsi soumises à la loi de la prémonition en disent long sur le changement d'époque qui est en train de s'opérer sous nos yeux au Cameroun. Cette irréversible mutation devrait interpeller la responsabilité et l'engagement politiques des jeunes un peu trop amorphe et timorée, dans la mesure où ils sont les cadres de la classe politique de demain et à ce titre, personne mieux qu'eux ne peut définir leur projet de société. L'espoir est donc permis.

SIMON PATRICE DJOMBO

Gilbert Andzé Tsoungui Le bourreau des nationalistes

Gilbert Andzé Tsoungui décédé lundi 9 avril 2007. Ce n'était plus une rumeur à démentir comme ce fut le cas à la mi-juillet 1995. En 1958, Gilbert Andzé Tsoungui entre dans l'administration. Il est adjoint au chef de subdivision (adjoint au sous-préfet) de Nanga-Ekoko à 28 ans. Un an après, il est nommé adjoint au chef de la Région du Wouri à Douala avec pour mission de mater les nationalistes de l'Union des populations du Cameroun (Upc) interdit en 1955. Après l'assassinat de Ruben Um Nyobé le 13 septembre 1958, le Nyong-et-Kellé devient un foyer de résistance. De 1959-1960, il est sous-préfet et maire de Lolodorf, un autre foyer de résistance. Ensuite, il devient, de 1960-1961, préfet de la Boumba-et-Ngoko localité où une agitation politique animée par des leaders upécistes donne le tournis aux autorités néocoloniales en place. De 1961-1963, il pour mission de traquer les upécistes dans le Mungo : Pour récompense des services rendus, il devient de 1963 à 1965, inspecteur fédéral de l'administration pour la région du Littoral. Il sera ensuite envoyé à l'Ouest, comme inspecteur fédéral de l'administration toujours avec pour mission de mater l'Upc. En 1970, Ernest Ouandié et Mgr Albert Ndongo sont arrêtés dans le Mungo. Ouandié est



fusillé sur la place publique le 15 janvier 1971 à Bafooussam. Après cette « victoire » Andzé Tsoungui qui l'arrière-pays et devient, en juillet 1972, ministre délégué à l'inspection générale de l'État. Le 2 mai 1978, il entre au gouvernement. Jusqu'au 13 avril 1983, il occupe le portefeuille de ministre d'État des Forces armées dans le gouvernement du 22 août 1983. Le gouvernement démantèle un faux complot contre la sûreté de l'État. Avant le coup d'État d'avril, le colonel Asso l'informe de l'éventualité d'un coup d'État, quelque temps après sa rencontre avec le général Semengue. Il fait le naïf. Une manière de laisser venir les putschistes. Lorsque le coup d'État du 6 avril 1984 éclate, il s'enfuit. Paul Biya le maintient à ses côtés. Il sort du gouvernement en août 1985. Après quatre années de galère, il est nommé en avril 1989, en remplacement de Denis Ekani, délégué général à la Sûreté nationale. Le 26 mai 1990, le SdF naît à Bamenda. Les policiers « piétinent six morts par balle. Nommé au poste de ministre de l'Administration territoriale au début des années 90, il doit organiser les législatives et la présidentielle de 1992. En mars 92, il ne peut contenir l'opposition qui rafle le maximum de siège à l'Assemblée nationale. Pour conserver le pouvoir, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) avec ses 88 députés doit se livrer au marchandage. En octobre 1992, tirant les leçons des législatives, Andzé Tsoungui charcute les résultats de la présidentielle au profit de Paul Biya. Il quitte le gouvernement 7 décembre 1997 à l'âge de 67 ans. Il meurt, 10 ans plus tard à l'âge de 77 ans et rejoint dans l'au-delà Um Nyobé, Ernest Ouandié et les « maquisards » dont il avait précipité la mort. S.A.K.

La stratégie du caméléon

Parmi les hommes de la génération post indépendance qui ont déjà tiré leur révérence, il y en a qui sont restés dans le sérail politique, malgré le changement de régime en 1982, en prenant juste la couleur du milieu. Comme de véritables caméléons

Il ont presque tous cassé leur pipe, mais s'il est une chose qui caractérise ces serviteurs caméléons, c'est bien cet égal dévouement et cette remarquable fidélité avec lesquels ils ont été au service de la nation sous les deux régimes, à savoir celui d'Ahmadou Ahidjo (1958 – 1982) et celui de Paul Biya qui dure depuis 28 ans.

D'abord John Ngu Foncha, celui dont le nom est associé à la réunification des deux Cameroun. Né le 21 juin 1916 à Bamenda, celui qui deviendra plus tard un acteur clé de l'ère politique camerounaise fait ses études primaires et secondaires dans sa région natale avant d'aller au Nigeria les poursuivre. Dans l'État de Cross River où il achève ces études, "Pa John" devient, en 1939, instituteur à l'école Saint Charles d'Onitsha, après un an de vacation. En 1942, le département fédéral de l'Éducation le nomme enseignant d'Agriculture au Centre d'éducation agricole de Moore Plantation d'Ibadan.

Cette promotion sera le déclin d'une vie publique pleine, mais qui ne sera pas de tout repos. Fondateur de plusieurs associations civiles, John Ngu Foncha est aussi militant politique. Il est élu en 1951 député du Parlement d'Enugu, à l'est du Nigeria, sous la bannière de la National Council of Nigeria and the Cameroons (Ncnc), parti politique dont il était le représentant local. Au Cameroun, le jeune instituteur de Bamenda crée deux partis politiques dont il se sert pour mener la bataille de la réunification. Une bataille qui se solda, en 1961, par le rattachement du Cameroun occidental au Cameroun francophone ; les deux entités formeront un État fédéral, conformément aux Accords de Founban. Conséquence logique de cette fusion : le père de la réunification devient premier ministre de la République fédérale dès 1962, mais est marginalisé par le président Ahidjo lorsque ce dernier organise, à son insu, un référendum qui aboutit à l'instauration d'un État unitaire, en 1972.

Se sentant trahi, il se retire de la vie politique, en 1970, avant d'être rappelé 9 ans plus tard, comme grand chancelier des ordres nationaux, poste qu'il occupera jusqu'en 1990, date de son retrait des affaires publiques. Il décède le 10 avril 1999 à l'âge de 83 ans. Mais le moins que l'on puisse retenir de ce grand compatriote est qu'il est et sera toujours perçu, dans la communauté anglophone du Cameroun comme celui qui les a trahis, en les poussant à choisir de se rallier au Cameroun au lieu du Nigeria, ce

dont il avait d'ailleurs exprimé des regrets publics à Buéa en avril 1993.

BÂTISSEURS DE LA NATION

L'autre figure de proue dont la vie politique symbolise la continuité entre les deux régimes, est Salomon Tandeng Muna. Véritable force tranquille, c'est ce natif de Ngenmbo dans le département de la Momo (province du Nord-Ouest) qui remplace, en 1972, le démissionnaire John Ngu Foncha en devenant président de l'Assemblée nationale. Il y reste jusqu'en 1988, date de son retrait de la vie publique.

Né en 1912, il a fait une bonne partie de ses études au Cameroun avant de s'envoler pour Londres où celui qui était toujours major de sa promotion devait poursuivre ses études supérieures en sciences de l'Éducation. A son retour au Cameroun, il mène de nombreuses activités. Enseignant puis directeur de plusieurs écoles pendant 15 ans. C'est en 1951 que cet instituteur de première heure entre en politique, comme député à l'Assemblée régionale du Nigeria oriental. Un an plus tard, commence alors une riche carrière politique. Ministre plusieurs fois, il forme un tandem avec l'honorable Foncha dans la lutte pour la Réunification.

Lorsqu'il répond à l'appel du destin le 22 janvier 2002, le Cameroun ne pleure pas seulement des grands artisans de la réunification des deux entités anglophone et francophone, ou le grand serviteur de la nation, mais aussi, le père (beaucoup l'ignorent) du mouvement des scouts du Cameroun et même d'Afrique. Son départ, autant que celui de son acolyte John Ngu Foncha, est la fin d'une vie de bâtisseur de la nation camerounaise.

À côté de ces architectes du Cameroun uni, figure un certain Enock Kwayep Kate. Il n'est certainement pas trop connu des générations actuelles, pourtant Enock Kwayep fait partie des premiers hauts fonctionnaires de la République s'étant fait remarquer par leur fidélité inconditionnelle au premier président du Cameroun indépendant. Plusieurs fois ministre, ministre d'État, ambassadeur sous le régime d'Ahmadou Ahidjo, Enock Kwayep se révéla comme une pièce maîtresse du dispositif politique de ce régime qui, à un moment, suscitait peur et terreur chez les Camerounais.

Lorsque Paul Biya, l'"illustre successeur", accède à la magistrature suprême le 6 novembre 1982, suite à la démission de son tout



Enock Kwayep



John Ngu Foncha

aussi "illustre prédécesseur", parmi les anciens barons qui sont maintenant, il y a ce fils du Ndé dans la région de l'Ouest. Avec ce nouveau régime auquel il est d'une égale fidélité, il occupe aussi de nombreuses fonctions aussi bien dans les cercles du pouvoir qu'au sein de l'appareil politique. La confiance que M. Biya a pour ce compatriote est si grande qu'il fera de lui le tout premier président de l'Observatoire national des Elections (Onel) devenu Elections Cameroon (ElecCam).

La mort, le 9 août 2002, de cet octogénaire de 79 ans, constitue pour le régime du renouveau une énorme perte. Que retiendra-t-on de lui ? Certainement beaucoup de choses. Mais la plus marquante est sans doute cette anecdote relative à la prison de Bazou. Il se dit en effet que sous Ahidjo, chaque fidèle du régime devait proposer un projet à réaliser dans sa région. Enock Kwayep, à l'époque ministre des prisons, choisit de faire construire une prison à Bazou sous le prétexte que le grand banditisme avait pris de l'ampleur dans cette région. Mais, cette initiative a été vivement critiquée et l'est encore par les populations de cette localité. Cette image, heureusement, n'ausculte rien ces œuvres : création de nombreuses unités administratives, création du Centre africain du travail (Cradat), prise de position contre l'exécution d'Ernest Ouandié, leader upéciste, etc.

LES AUTRES SYMBOLES DE LA CONTINUITÉ

Dans ce lugubre tableau, Maïdadi Sadou et Luc Loé ont un parcours presque identique. Hommes du commandement, les deux ont occupé, sous le régime d'Ahidjo, de hautes fonctions dans l'administration, comme préfet pour le premier et gouverneur, pour le second. Plus tard, sous le régime de Biya, Maïdadi, l'aîné des deux,

sera promu ministre chargé des relations avec les Assemblées, tandis que Luc Loé atterrira sur le toit de la Délégation générale à la sûreté nationale (Dgsn). Du fait du poids de l'âge, Paul Biya nomme chacun d'eux Délégué du gouvernement à Garoua pour Maïdadi et à Edéa pour Luc Loé qui tirera sa révérence le 7 septembre 2001, quelques années seulement après homologue de Garoua.

Les autres personnages de légende ayant servi les deux régimes et dont la mort constitue le symbole d'une fin de génération sont, par exemple, François Sengat Kuoh et Ayissi Mvondo, anciens secrétaires politiques de l'Unc. À propos du premier, une certaine opinion pense que c'est lui qui avait mobilisé quelques intellectuels camerounais pour la rédaction du livre-programme intitulé "Pour le libéralisme communautaire" qui porte le nom de Paul Biya. C'est d'ailleurs pour cette raison, soutient-on de ce côté, que le promoteur du Renouveau a du mal à traduire en acte toutes les bonnes intentions contenues dans ce chef-d'œuvre politique. Charles Assalé et Simon Pierre Tsoungui, anciens premiers ministres, Christian Tobie Kuoh, ancien Délégué du gouvernement de Douala, Henri Bandolo, ancien ministre de la Culture, Kamé Samuel, ancien secrétaire permanent à la Défense nationale, etc., complètent la liste des légendaires serviteurs caméléons, des personnalités ayant su tirer leur épingle du jeu en prenant la couleur du milieu ou en s'adaptant au nouveau contexte politique.

Comme on peut le constater, la saignée est importante et annonce certainement la fin des temps pour les chantes de l'immobilisme politique.

S. P. D et J.E.L

L'aloi du sérail

Sans être de proches intimes, certains fidèles du régime de Paul Biya ont quitté la scène. Ce qui ne va pas sans soucis pour les compagnons restés accrochés au pouvoir.

Calme et effacé, Bernard Eding, l'ancien Directeur général de la Société nationale de raffinage du Cameroun (Sonara), voit sa consécration à ce prestigieux poste coïncider avec l'accession au pouvoir de Biya, en 1982. Au regard de son parcours académique et professionnel, ce fils de la Sanaga maritime dans la Littoral est, au sens plein du terme, un pétrolier. Né le 5 mars 1940 à Edéa, il va en France, après l'obtention, au Lycée Général Leclerc de Yaoundé, de son Baccalauréat, option mathématique, poursuivre ses études en chimie. Brillant esprit, il travaillera dans de nombreux projets de construction d'unités de raffinage en Afrique comme en Europe. Il a par exemple contribué, de manière significative, à la mise sur pied de la Sonara et de la Sogara au Gabon, sans oublier qu'il a participé à la recherche

exploration-production du groupe Elf Serepca. C'est cet homme à la tête bien faite qui est dans certains milieux perçu comme un "collabo complice passif" du pillage de nos ressources qui meurt le 25 juin 2002, à l'âge de 62 ans.

Claude Ondobo Ndzana, que la jeune garde des scribeuillards de la presse camerounaise aujourd'hui ne connaît pas, était un des pionniers du journalisme camerounais. Cet homme de culture qui s'en est allé à l'au-delà le 15 août 2002 à Paris, est un pur produit du collège Vogt où il obtient son baccalauréat avant de s'envoler pour l'Afrique du Nord. Devenu journaliste et licencié en sociologie, il poursuit son périple épistémologique en Belgique et obtient un Doctorat en communication. Il retourne au Cameroun au lendemain de la réunification et officie comme rédac-

teur en chef à la radio diffusion du Cameroun. En 1978, il entre à l'Unesco, et initie plusieurs projets dont certains pour son pays tels que l'implantation de 15 radios communautaires au Cameroun.

Pas très connu aussi, celui qu'on appelait "M. le diplomate". Simon Nko'o Etoungou, puisqu'il s'agit de lui, est originaire de Meyomessala dans la région du sud Cameroun. Avant d'être nommé ambassadeur du Cameroun en France, il a occupé plusieurs fonctions dans la haute administration. Il est décédé trois jours avant son compatriote Ondobo Ndzana, c'est-à-dire le 12 août 2002, dans la même ville.

Loin d'être exhaustive, on ne saurait oublier les noms de Salomon Nfor Gwé ou Fonka Shang Lawrence. Le premier a été enseignant à l'École normale supé-

rieure (Ens), en dépit de sa maîtrise en théologie, puis secrétaire d'État à l'Agriculture jusqu'en 1985, date à laquelle il se voit confier le Comité national des droits de l'homme cumulativement avec ses fonctions de Sg de la Chambre d'Agriculture. Décédé le 30 juin 2002, beaucoup retiennent de lui qu'il n'a pas su user de l'instrument qu'était ce Comité. Pour ce qui est du second, il a été sous le régime de Biya, président de l'Assemblée nationale.

Connu ou non, jeune ou vieux, beaucoup de proches de Paul Biya dont l'ascension s'est observée sous le régime du Renouveau sont en train de quitter la scène les uns après les autres, sonnante ainsi la fin d'une époque.

SIMON PATRICE DJOMBO

Les empêcheurs de piller et de tuer en rond

C'est une page de l'histoire de l'intelligentsia camerounaise qui est en train de tourner. Le pays perd à tour de rôle, ses plus grands chevaliers de la plume.

La sévère répression qu'Ahmadou Ahidjo engagea contre les libres penseurs de son époque eut des conséquences désastreuses sur l'avenir intellectuel du pays. Le règne autocratique de ce « petit peuhl », « chouchou de Pompidou » selon les mots de Mongo Béti (Main basse sur le Cameroun), a finalement divisé les intellectuels camerounais en deux grands blocs. Avec d'un côté les caisses de résonance du système et de l'autre, les impertinents à qui on n'hésitait pas à coller l'étiquette d'opposant, d'ennemi de la Nation.

Albert Ndongmo fait partie de ces derniers cités. Il était un homme de Dieu, mais pas comme les autres. Valentin Paul Emog dans Monseigneur Ndongmo le porteur des cornes reprend une de ses déclarations qui a fait le tour du monde : « On ne peut pas conduire les hommes au ciel comme si la terre n'existait pas ». Ce bout de phrase suffit pour comprendre le combat de l'homme. Originaire de Bafou dans le département de la Menoua, Région de l'Ouest, il était un homme de Dieu non dogmatique bousculant quelquefois les traditions du catholicisme. Partisan invétéré de la tropicalisation de cette religion, Monseigneur Ndongmo a été l'un des tout premiers prélats africains à instaurer l'utilisation des éléments locaux dans les rituels religieux. C'est après son accession à la tête du diocèse de Nkongsamba que ce natif de Bafou avait fait le tour de parole de lui. D'abord, pour autonomiser financièrement son diocèse, il crée la Société Moungou Plastique. Cette réalisation fut très mal perçue aussi bien par la hiérarchie de l'Église catholique que par les politiciens camerounais. Les uns y virent une société de fabrication d'armes pour faire sauter le système d'Ahidjo qu'il ne ménageait pas dans ses homélies et autres prises de paroles publiques. Il sera d'ailleurs arrêté avec Ouandji Ernest, le résistant Upéciste. Les deux hommes à l'issue d'un procès marathon avaient été condamnés à mort. L'homme de Dieu sera gracié suite à une requête du pape. Il s'envole pour un exil au Canada où il meurt en 1992.

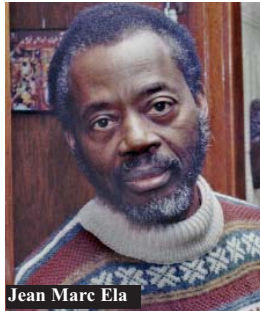
Les poursuites engagées contre Ndongmo témoignaient de la volonté du système politique du Cameroun indépendant de traquer ses contradicteurs jusque dans les soutanes. C'est dans cet esprit qu'a été intercepté l'assassinat du père Engelbert Mveng (lire plus loin). Historien et poète, le père Mveng était connu pour la profondeur de ses écrits. En 1995, cet homme de Dieu s'est retrouvé mort sur la voie publique dans des conditions jamais élucidées.

LE 21^E SIÈCLE ET SES MORTS

Les premières années de ce 21^e siècle ont été marquées par la disparition de plusieurs plumes camerounaises.

En effet, c'est le 06 novembre 2000 que le professeur Stanislas Meloné ouvre ce bal macabre. Aujourd'hui, au campus B de l'université de Douala, un amphithéâtre son nom. Étant donné que les reconnaissances ne sont pas courantes dans ce Cameroun menacé par l'amnésie, il devient normal que l'on se demande pourquoi les autorités universitaires ont décidé attribuer le nom du Pr. Meloné à un amphithéâtre. Né le 07 mai 1941 à Ekite par Edéa, Stanislas Meloné obtient son Baccalauréat en 1959. Au moment où le jeune bachelier s'appête à aller poursuivre ses études en Europe, l'Université fédérale du Cameroun ouvre ses portes à Yaoundé. Il est un passionné de droit. En 1964, il sort major de sa promotion en Licence. Il a comme camarades de promotion Louis Yinda (actuel DG de la Sosucam), Martin Rissouk à Moulom (Procureur général à la Cour suprême), Alexis Dipanda Mouéllé (actuel président de la Cour suprême).

Arrivé en Europe, il passe l'agrégation en 1973. Le tout premier africain à atteindre ces cimes de la connaissance. Il devient avocat à la Cour de cassation de son pays d'accueil. Pareillement, il dispense des cours aux étudiants des universités Paris II, bordeaux, Nanterre, Limoges. L'agrégé des universités françaises en droit privé et en sciences criminelles retourne au pays et devient le chef de départe-



Jean Marc Ela



Francis Bebey

tement de droit et science économique de l'unique université du Cameroun où il sera aussi doyen de faculté et plus tard recteur. Proche du pouvoir, il ne s'y confond pas. Au contraire, il savait user de sa lucidité intellectuelle pour détecter les injustices sociales afin de proposer des solutions. C'est lui qui porta de bout en bout la loi de 1985 sur l'indemnisation des victimes des accidents de circulation.

Comme Stanislas, Thomas Meloné finit aussi par imprimer ses empreintes dans la formation universitaire au Cameroun. Il aura été lui aussi un Grand Maître, à la Faculté des arts lettres et Sciences humaines de l'université de Yaoundé

FRANCIS BEBEY

Le 28 mai 2001, l'information est venue des médias français. Une dépêche annonce que « Francis Bebey, chanteur d'origine camerounaise est mort dans le XII^e arrondissement de Paris. Il avait 72 ans ». Comme une onde de choc, cette nouvelle attristait les Camerounais et le monde entier. Un sentiment qui se justifie par l'influence que ce chanteur avait sur les consciences des jeunes et moins jeunes.

Francis Bebey ne faisait pas directement de politique comme le fit son parent Bebey Eyidi arrêté en 1961 lors de la fameuse affaire du Manifeste. Par contre, sa musique se positionnait comme une remise en question de la société de son temps et une invite à l'amour, la solidarité, la philanthropie. Homme de culture attiré, Francis Bebey a

été le précurseur de notre musique moderne. Grand écrivain, il est auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels Les trois petits cirqueurs, Le fils d'Agatha Moudio, etc.

JEAN MARC ELA

Après son décès survenu en 2008 à Montréal au Canada où il vivait en exil, le Professeur J.M. Ela a eu droit aux obsèques académiques à l'université de Yaoundé. Valentin Ngah Ndong, chef du département de Sociologie dans cette institution universitaire camerounaise s'est incliné devant la dépouille de l'illustre disparu pour déclarer « je ne sais pas si le Cameroun aura encore un autre Sociologue comme le Pr. Jean Marc Ela ». De simples éloges post mortem ? Assurément non. Le chercheur Ela comme il aimait être appelé était un maître incontesté de ses nombreuses disciplines (Sociologie, Anthropologie, Théologie). Il a énormément écrit sur la religion et c'est fort à propos que Paul Biya en recevant le pape en mars 2009 à l'aéroport de Nsimalen a repris un de ses nombreux titres, notamment Ma foi d'Africain. Né à Ebolowa en 1936, le père J. M. Ela après ses études en Europe revient au Cameroun et décroche un poste d'enseignant à l'université de Yaoundé. Réputé peu doux envers le régime de Yaoundé, il se sent de plus en plus en insécurité. Après l'assassinat du père Engelbert Mveng, il trouve la menace imminente et prend le chemin de l'exil.

OLIVIER NDKENKOP

La décimation du « dernier carré » présidentiel

Le vide se creuse de plus en plus autour du président Paul Biya. Certes le nombre des postes dans ses différents gouvernements est croissant. Mais une chose reste certaine, c'est que les vrais intimes de l'« Homme Lion » ont déjà définitivement pris leur retraite et reposent désormais dans l'au-delà. Cette liste déjà constituée des noms du Général Bénéa Mpecké, de René Owona de Georges Ngango.

Depuis le 15 mars 2010, Paul Tessa s'y est ajouté. Ce natif du Département de la Menoua à l'Ouest du pays s'est éteint à l'hôpital de la caisse de Ngoussou à Yaoundé, juste 24 heures après être retourné d'un voyage dans son village Formée.

Né le 10 août 1938, Paul Tessa qui avait la taille de deux cubes ajustés fut très proche de Paul Biya. Les deux hommes avaient fait leurs études secondaires ensemble au Collège Général Mixte de Yaoundé. Ministre d'Ahidjo, il est récupéré par son ancien camarade de collège et nommé Directeur général de la Sococom en 1988, il le propulse SG de la présidence de la république l'année suivante puis ministre des Travaux publics en 1989.

Comme « en politique on ne lâche pas les vieux amis » Paul Tessa est nommé président de la Commission nationale anti Corruption-CONAC-dès sa création en 2006. Il sera suivi dans ce long voyage sans retour par Ferdinand Léopold Oyono.

Ferdinand Oyono Le Vieux Nègre accroche sa médaille

L'information commence sous la forme d'un rumeur dans certains milieux de Yaoundé. Les hommes introduits surrurent que Ferdinand Léopold Oyono est tombé lors d'une manifestation au sommet de l'Etat et il ne s'est plus relevé. La nouvelle de cette mort pas très surprenante en raison de son âge et du délabrement de sa santé physique est confirmée le 10 juin 2010. Paul Biya perd ainsi un homme qui aura été de tous ses déplacements depuis plusieurs années. Né en 1929 à Ebolowa dans la province du sud Cameroun. Et après des études de droit à l'université Sorbonne en France Ferdinand Oyono retourne au Cameroun. Il y entame une carrière de haut fonctionnaire. Il est en poste à Paris en 1972 lorsque Main basse sur le Cameroun de son ancien « ami » Mongo Béti est interdit par le ministre français de l'Intérieur Raymond Marcellin.

Ayant représenté le pays aux Nations Unies, en Algérie, en Lybie, en Grande-Bretagne et en Scandinavie, le vieux nègre et la médaille reviennent au pays pour occuper charges ministérielles. Sa disparition le 10 juin dernier constitue une perte presque insurmontable pour Paul Biya avait qui il partageait la passion du Songo'o, un jeu très prisé en région Eton.

Bénéa Mpecké : le fidèle

Fidèle par est les fidèles de Paul Biya, le général Bénéa Mpecké est mort le 27 février 2007, après René Owona et Tsanga Abanda. LA mort l'avait surpris dans son village natal. Homme de main de Paul Biya depuis le coup d'Etat manqué d'avril 1984, Bénéa Mpecké, alors colonel, aurait été l'un des acteurs ayant contribué à l'échec de la tentative de déstabilisation des institutions républicaines. Son rôle auprès de Paul Biya était à la fois officiel et mystique. Il était aussi opérateur économique. Né en 1930, Blaise Bénéa Mpecké était lauréat de la deuxième promotion de l'Emia (École militaire interarmées). O.N ET MAHEU

La fin d'une espérance



Dagobert Fampou : De l'armée à la mairie

Pour plusieurs observateurs de la scène politique camerounaise, l'erreur politique de Dagobert Fampou aurait été son soutien indéfectible au Rassemblement démocratique du peuple Camerounais Rdpc après l'avènement du multipartisme. C'est que, après la création du SDF en 1991 et les bouleversements survenus dans la sphère politique nationale, les populations de Douala en particulier n'étaient plus acquies à la cause de Paul Biya et son parti. C'est un détail qui a manqué dans les calculs politiques et électoralistes de Fampou David Dagobert. Conséquence, malgré les grands travaux d'assainissement par lui accomplis dans l'arrondissement de Douala II en tant que maire de la localité, il est battu aux élections municipales pluralistes de 1995. Il faut dire que l'opposition avait encore repris ses lettres de noblesse dans cette partie de Douala reconnue être

la plus frondeuse de toutes. Comme avertissement, le domicile du Maire Fampou fut incendié le 27 juin 1991 à la suite du discours du chef de l'Etat qui déclarait la conférence nationale « sans objet pour le Cameroun ». C'est dans un « couloir » de la maison des anciens combattants que cet ancien soldat de la Deuxième Guerre mondiale rend l'âme le 22 avril 2002. Il aura doté la Mairie de Douala II d'un siège haut standing avant de mourir Sans Domicile Fixe (SDF).

Justin Dioro : le centralien

Justin Ndioro quitte la scène le 28 janvier 2007. Justin Ndioro est né le 5 janvier 1949. Ingénieur diplômé de la prestigieuse école Centrale de Paris, option électronique, il est de la première promotion des ingénieurs électroniciens recrutés à l'ex-ministère de l'Équipement, devenu depuis ministère des Travaux publics. En 1967, il décroche un baccalauréat

en mathématiques élémentaires au lycée de Nkongsamba, au terme de brillantes études secondaires. Il prend alors le chemin du lycée Camille Guérin de Poitiers, en France, où il suit des cours de mathématiques spéciales. Entré à Centrale en 1969, il en sort en 1972 avec le diplôme d'ingénieur 1972: ingénieur en chef au Matgénie. 1974: directeur général adjoint de la Sonel. 1986: directeur général de Alucam. 1988: directeur général de la même entreprise, cumulativement avec ses fonctions de directeur général de Socatral, de président de Alubassa et Metalu. Avril 1991: ministre des Finances. Décembre 1993: conseiller spécial à la Présidence de la République. Juillet 1994: ministre de l'Économie et des Finances. Septembre 1996: ministre du Développement industriel et commercial. Décembre 1997: ministre des Investissements publics. Août 2002: ministre chargé de missions à la Présidence de la République.

Joseph Fofé Tapydji extrait sa dernière dent

Joseph Fofé Tapydji est né en 1932 à Mbouda. Il fait la connaissance de Paul Biya au petit séminaire d'Akono, avec qui il lie amitié. Cette relation sera maintenue et affermie lors de leur parcours scolaire et académique au Cameroun et en France où ils iront poursuivre leurs

études. A 33 ans Joseph Fofé est l'un des premiers chirurgiens dentistes au Cameroun, après des études à la Faculté mixte de médecine et de pharmacie de Nantes en France. Il rentre au Cameroun en 1966. Il exerce en interne à l'hôpital central de Yaoundé, qui culminera au prestigieux poste de conseiller médical entre 1983 et 1984. Il y bâtit une sa



notoriété Le 04 février 1984, il devient ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Il y passe deux ans à peine. Le 21 novembre 1986, le portefeuille de la jeunesse et des sports lui est confié. Il y passe 5 ans. Le 07 décembre 1990, il sort du gouvernement. C'est une très longue période d'hibernation voire d'oubli. 18 ans après la traversée du désert, il est nommé, en 2008, ambassadeur du Cameroun en République centrafricaine. Il quitte la scène le 02 octobre 2010. Il a 79 ans. MAHEU ET OLIVIER NDKENKOP



Mongo beti en raccourci

Jusqu'au dernier de ses jours, Alexandre Beyidi Awala a refusé toute compromission. Il fut le prototype de l'intellectuel en guerre perpétuelle contre l'injustice. Il rêvait d'un Cameroun plus juste et plus prospère.

Mongo Bèti a vu le jour en 1932 à Mbalmayo. Il fait ses études primaires et secondaires au Cameroun avant de poursuivre ses études en Europe. Installé en France à la veille de l'indépendance du Cameroun, il se rapproche des milieux Upécistes. Ce qui lui vaut une interdiction de séjour au Cameroun. Même du Cameroun, l'homme restera proche des réalités du pays. À preuve, lorsque commence l'Affaire Ndongmo-Quandé, il décide de faire quelque chose. Au bout de deux ans, il publie *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une indépendance*, ouvrage qui sera interdit au Cameroun. Interrogé sur cette période de l'histoire du Cameroun en rapport avec la sortie de son livre, il dira qu'il l'a écrit parce qu'il n'était pas au Cameroun. « Si j'étais au pays, je devais être au front », dira-t-il à Armbröise Kom dans l'ouvrage *Mongo Bèti parle*. Pour donner la parole aux intellectuels bannis par les pouvoirs très peu démocratiques du continent, l'auteur de *Ville Cruelle* lance la Revue « *Peuples Noirs Peuples Africains* » en 1978. De retour de son exil long de 32 ans, il crée en 1994, la Librairie des Peuples Noirs à Yaoundé avec Odile Tobner son épouse. Mongo Bèti meurt le 07 octobre 2001 à l'hôpital général de Douala.

Mgr André Wouking L'archevêque de Yaoundé est mort dans la nuit de dimanche 10 novembre 2002 à Paris où il avait été évacué vendredi le 08 novembre dernier. La nouvelle a été rendue publique par un communiqué de la communauté diocésaine de Yaoundé. L'archevêque de Yaoundé, Mgr André Wouking, est décédé dimanche à Paris à l'âge de 73 ans des suites d'une hémorragie cérébrale, a annoncé lundi dans un communiqué le vicaire général de la cathédrale de Yaoundé.

Samuel Eboua : le sage Ancien collaborateur du président Ahmadou Ahidjo puis de Paul Biya, il est le premier président de l'Union pour la démocratie et le progrès (Udp) au début des années 90 et président du Mouvement pour la démocratie et le progrès (Mdp) après son éviction de l'Udp. Président du directeur de l'opposition camerounaise pendant les années chaudes (1991-1993), Samuel Eboua tire sa révérence dans la nuit du 14 au 15 novembre 2000 à l'âge de 72 ans. Né le 03 mars 1928 à Njombe, après ses études primaires et secondaires au Cameroun, il s'envole pour la France en 1964 où il complète son cycle secondaire, s'inscrit à la Sorbonne et l'Institut d'études politiques de Paris. En 1964, il obtient une maîtrise en et histoire et géographie et retourne au Cameroun. De retour au pays, il est enseignant d'histoire et géographie, puis censeur au Lycée général Leclerc. En 1968, il promu directeur de l'enseignement secondaire au ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports. En 1969, il est chargé de mission à la présidence la République, puis secrétaire général adjoint vers la fin de la même année. En 1972, il est Pdg de la Camair. Trois ans plus tard il devient secrétaire de la présidence de la République. Quand Paul Biya accède au pouvoir, il nomme ministre d'État de l'Agriculture. Il quitte le gouvernement le 18 juin 1983. En 1985, il est Pca de la Camair. OLIVIER NDEKOP ET SOUVARINE

Mongo Bèti: le voltaire camerounais

Voilà neuf ans déjà que Mongo Bèti s'en est allé. C'est en effet le 7 octobre 2001 que cette grande voix s'est définitivement tue, à l'hôpital général de Douala où il avait été évacué d'urgence la veille pour cause d'insuffisance hépatique et rénale aiguë.

À Yaoundé où il était pourtant hospitalisé depuis le 1er octobre, il était resté pratiquement sans soin, aucun hôpital de la ville ne disposant d'un appareil de dialyse...

Ainsi donc, revenu au Cameroun en 1994, après 32 ans d'exil ininterrompu, Mongo Bèti fut finalement victime sept ans plus tard - quarante ans après « l'indépendance » - d'une des formes de mort quasi gratuite dont on meurt si souvent chez nous.

C'est peut-être à partir du type de mort dont il est mort qu'il faudrait revisiter et méditer sur le combat auquel il a consacré toute son existence : la lutte contre toutes les forces qui, en Afrique et au Cameroun singulièrement, font que la satisfaction des besoins humains les plus basiques - pain, santé, abri, vêtement - reste une gageure pour l'homme, trente, quarante et encore cinquante ans après ce qu'on appelle « l'indépendance ».

Ceci s'explique non pas par une irréductible « pauvreté » du pays mais par la perpétuation d'un mode de gestion de la Cité caractérisé par une violence qui, tout en dilapidant les biens et en fatiguant les personnes sur lesquelles elle s'exerce (quasiment sans frein), ne vise ni la productivité économique ni le bien-être de l'ensemble des Camerounais.

Jadis, dans Ville cruelle, son premier roman publié en 1954 (quarante sept ans avant sa mort), Mongo Bèti dénonçait le colonialisme dont les Africains faisaient alors l'expérience et le décrivait comme un système déshumanisant où quelques tout-puissants civilisateurs « pouvaient impunément s'offrir le luxe d'infliger la souffrance »,

laissant ainsi dans la conscience du colonisé une blessure béante et l'impression aiguë que « la sécurité s'était retirée à jamais de la grande forêt ».

L'indépendance est certes survenue peu après Ville cruelle. Mais qu'est-ce qui a véritablement changé dans la vie de l'homme commun et ordinaire, puisque depuis ce temps, ce sont nos « *Nérons noirs, Francos des tropiques* » et leurs suppôts qui peuvent « impunément s'offrir le luxe d'infliger la souffrance » aux indigènes ? De même, le désaveuement qui caractérise encore nos hôpitaux - et auquel il faut bien imputer le décès de Mongo Bèti - comme les mille autres visages hideux que prend aujourd'hui la précarité chez nous, laissent bien voir que « l'indépendance » et le « développement » transformés en slogans n'ont ni ramené la sécurité ni réduit l'incertitude radicale que le colonialisme avait répandue dans nos villes et nos campagnes.

Mais qu'est-ce qui a donc véritablement changé, puisque Trop de soleil tue l'amour, roman paru quarante-cinq ans après Ville cruelle et qui est une peinture du Cameroun contemporain, nous plonge lui aussi dans un monde où dominant l'inattendu et l'absurde, tout étant possible à tout moment et rien n'étant certain ? La mort et la mutilation de la vie y prolifèrent sous diverses formes, comme dans le Tanga de Ville Cruelle.

En un sens, c'est bien cet « *immobilisme agité* » (Fabien Eboussi Boulaga) que Mongo Bèti a passé toute sa vie à conjurer. En un sens, toute son écriture fut une manière d'attirer l'attention sur la question de savoir de quels lende-

mais notre présent était porteur. Mongo Bèti reste ce grand cri de protestation qui nous somme de nous déterminer et de dire dans quelles continuités ou dans quelles ruptures nous croyons devoir inscrire nos sociétés. Ceci dans un contexte où une longue histoire d'oppression et un face à face toujours dangereux avec les urgences qu'impose la nécessité de survivre au quotidien ont fini par installer un grand nombre de gens dans « l'habitude du malheur », inhibant la capacité à s'indigner et celle de se dresser contre l'injustice et la tyrannie.

L'auteur de *Main basse sur le Cameroun* est ainsi devenu la mauvaise conscience d'une certaine « élite » gouvernante africaine qui, ivre d'un pouvoir usurpé, joue depuis cinquante ans à une affligeante tragi-comédie qui veut donner de l'Afrique l'image d'un continent où la vie aurait de tout temps été traitée avec mépris, en droite ligne avec les dogmes imbéciles au fondement de la fable civilisatrice. Le silence dans lequel l'extinction de sa voix a plongé notre espace public est donc assourdissant. Car il avait su incarner une éthique caractérisée par un sens élevé de la dignité humaine et le refus de toute compromission. Il incarnait cette acception sublime de la vie qui veut que jamais le combat pour la justice, la dignité humaine et le progrès de la culture ne soit sacrifié aux impératifs d'une survie purement génitale. Et c'est en ceci qu'il reste d'une troublante actualité pour la société camerounaise qui se doit d'entretenir sa mémoire et de poursuivre son projet moral.

Car c'est souvent sur le terrain de l'amnésie que prospère l'ar-



Mongo Bèti

bitraire et la tyrannie. Le sort de tous les « *héros maudits* » de notre décolonisation est là pour nous le rappeler... Aussi, il est temps que les Camerounais se penchent une fois pour toute sur la question de savoir comment transformer en présence l'absence de ceux qui, comme Mongo Bèti, s'en sont allés. Il ne faut point voir ici un appel au deuil permanent. Il s'agit plutôt de veiller à ce que « ces présences qui n'en sont plus et dont on se souvient » (le passé) soient remobilisées pour hâter l'avènement de « ces autres présences qui ne sont pas encore et qu'on anticipe » (l'utopie). Or c'est justement l'avenir qu'il faut ouvrir, l'utopie qu'il faut réinventer et l'espérance qu'il faut recréer. Se souvenir c'est donc aussi, en un sens, regarder loin devant soi ; c'est un désir de vie ascendante.

YVES MINTOUCHE

1- Mongo Bèti, *Main basse sur le Cameroun*, p. IV

Mgr Paul Verdzekov: Un Grand Homme de Dieu



Paul Verdzekov est ordonné prêtre le 20 décembre 1961 à Rome, en même temps que son camarade d'école, Pius Suh Awa (futur évêque de Buéa), par le Cardinal Agagianian, alors Préfet de la Congrégation de la Propaganda Fide.

Il reste à Rome, à la demande de ses supérieurs hiérarchiques du Cameroun, pour poursuivre des études en sciences sociales à l'Université Pontificale Grégorienne. Paul Verdzekov rentre au Cameroun en août 1965, muni d'une licence en sciences sociales.

Il exerce comme curé à la paroisse St Joseph de Tiko (1965), à la paroisse Sacré-Cœur de Fiango (1966) et à Victoria (Limbe). En septembre 1967, il repart à Rome pour préparer un doctorat à l'Université Grégorienne. Il rentre au Cameroun en août 1969, muni de son doctorat en sciences sociales. Son Evêque lui confie la direction de l'Information catholique du diocèse de Buéa.

VERDZEKOV, EVÊQUE DE BAMBANDA

Le 13 août 1970, le Pape Paul VI crée le diocèse de Bamenda (en partition de l'unique diocèse anglophone de Buéa) et en nomme Paul Verdzekov premier Evêque. Qui reçoit la consécration épiscopale le 8 novembre suivant à Mankon Bamenda. En octobre 1971 et en octobre 1997, le nouvel Evêque représente la Conférence épiscopale du Cameroun respectivement à la 2e et à la 4e Assemblées générales ordinaires du Synode des Evêques.

Le 24 avril 1982, le diocèse de Bamenda est scindé pour donner naissance au diocèse de Kumbo. Les trois diocèses anglophones du pays forme la Province ecclésiastique de Bamenda, dont Mgr Paul Verdzekov devient l'Archevêque

métropolitain. Il est en même temps Administrateur Apostolique du nouveau diocèse jusqu'à la nomination de l'Evêque de Kumbo. Le nouvel Archevêque reçoit le pallium archiepiscopal le 22 février 1983 en la Cathédrale St Joseph de Mankon.

MISSIONS INTERNATIONALES

En octobre 1987, Mgr Verdzekov est membre, désigné par le Pape, de la 6e Assemblée générale du Synode des Evêques. En 1989, le Pape Jean Paul II le nomme membre de la commission d'organisation de l'Assemblée spéciale du Synode des Evêques pour l'Afrique, au cours de laquelle il exerce les fonctions de président de la sous-commission pour la Proclamation. Il prend part à cette Assemblée spéciale, qui se tient en avril et mai 1994, et dont il est nommé président de la Commission d'élaboration du Message final.

Membre de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, l'Archevêque de Bamenda est plusieurs fois, entre 1993 et 1998, envoyé du Saint-Siège auprès des Grands Séminaires de la Province ecclésiastique de Kananga, à l'Est et à l'Ouest du Zaïre, ainsi qu'à Malawi. Il effectue de même des visites apostoliques et donne des conférences aux grands séminaires et aux Evêques, à la demande du Vatican.

LA RETRAITE ET LE DÉCÈS

Le 22 janvier 2002, jour de ses 71 ans, Mgr Verdzekov demande au St Siège la désignation, pour l'Archidiocèse de Bamenda, d'un coadjuteur avec droit de succession. Mgr. Coméluis Essua, Evêque de Kumbo, est nommé à cet effet le 7 décembre 2004. Quelques mois avant son 75e anniversaire du 22 janvier 2006, le Père Paul demande à prendre sa retraite et à céder offi-

ciellement son siège à son successeur dès le lendemain de cet anniversaire, le 23 janvier 2006. Souhait exaucé par le Saint-Père. Ce jour-là précisément, Mgr Coméluis Essua est installé comme Archevêque métropolitain de Bamenda.

Entre temps, Mgr Verdzekov aura encore été désigné pour participer à la 11e Assemblée générale du Synode des Evêques, du 2 au 23 octobre 2005.

Retiré à Ntasen, près de Bamenda, l'Archevêque émérite sert comme curé du village et comme aumônier de l'Hôpital St François d'Assises, tenu par les Sœurs Tertiaires de St François. Doté d'une intelligence exceptionnelle et d'un très grande capacité de travail (c'est bien ce qui lui a valu toutes les missions et fonctions à lui confiées par le Vatican), il s'adonne désormais, comme toujours, à la lecture et à l'écriture. Il produit des articles pour l'hebdomadaire catholique L'Effort Camerounais et pour le mensuel Cameroon Panorama, publié par le Service de l'Information catholique du diocèse de Buéa (où il avait commencé son apostolat à la fin de ses études). Selon ses proches et ses confrères évêques, il s'est attelé, avant sa mort, à la rédaction d'un ouvrage sur le procès, les accusations et les tribulations injustes de Mgr Albert Ndongmo, Evêque de Nkongsamba. Il faut rappeler que c'est Mgr Verdzekov, à peine nommé Evêque en 1970, et Mgr Julius Pecters, Evêque de Buéa d'alors, qui ont contacté deux avocats pour défendre Mgr Ndongmo, Mes Luke Sendze et Fon Dinka.

Mgr Paul Verdzekov est décédé le mardi 26 janvier 2010, dans sa résidence de retraite à Ntasen, quatre jours après la célébration de ses 79 ans.

LA RÉDACTION

ENGELBERT MVENG

Itinéraire prométhéen d'un prophète incompris



Engelbert Mveng

Engelbert Mveng voit le jour le 09 mai 1930 à Enam-Ngal, paroisse de Minlaba rattachée à la commune de Ngulemakong (Sud-Cameroun). Son père, Jean Amugu est cultivateur. D'abord marié à une veuve qui meurt quelques années après le mariage, il rencontre Barbara Ntolo, originaire de Mvengue (Sud-Cameroun) avec qui prend comme épouse. De leur union naissent deux enfants : Engelbert Mveng et sa sœur Amugu.

Après de ses parents protestants, Engelbert Mveng reçoit une solide éducation religieuse. Il est très tôt remarqué par P. Pichon, Père spiritain qui milite contre les travaux forcés. Le jeune Mveng est très éveillé par rapport à son âge. Il n'a que 5 ans. Il a le verbe facile et apprend vite. Ses parents sont fiers de voir un blanc s'intéresser à leur enfant. Ils nourrissent l'espoir de le voir devenir leur digne héritier comme il est de coutume dans leur tradition. Il continuera donc leurs œuvres.

Le 14 juillet 1935, il est baptisé à de Minlaba. Il a alors 5 ans. 7 ans plus tard, le 28 juillet 1942, il reçoit la confirmation.

Très tôt repéré pour son intelligence, il est recueilli par le Père Hebrard, successeur du Père Pichon. Il en fait son garçon de chambre, communément appelé «boy». D'après Jean-Paul Messina, «ce type d'engagement était scellé par un contrat qui obligeait le petit africain à exécuter les tâches domestiques au profit du Père, et contrepartie, lui donnait droit à la nourriture, aux vêtements et à la scolarisation».

A l'âge de 6 ans environs, vers 1936, il est inscrit à l'école primaire de Minlaba. Ses études se déroulent sans difficulté et s'achèvent en 1942. Cependant, il doit encore rester à la mission, le temps de décider de ce qu'il fera et de ce qu'il deviendra, et ce, à cause d'un conflit qui l'oppose à son père spirituel. Connaissant les aptitudes intellectuelles et spirituelles et son «domestique», le père Hebrard avait compris que le jeune prodige pouvait aller loin comme serviteur de l'Église. À la rentrée scolaire 1943-1944, il est inscrit Efof, localité où étaient évaluées les vocations issues des différentes missions catholiques. Au plan moral, spirituel et intellectuel. Son séjour dans cette localité se déroule dans conditions très difficiles. À la rentrée 1944-1945, il est envoyé au petit séminaire d'Akono où il rencontre Alexandre Biyidi, alias Mongo Beti, d'autres personnalités et sommités bien connues des Camerounais(es). Il connaît un parcours régulier à Akono où il est admis en 5^e en 1945, réussit l'entrée en 4^e en 1946, puis en 3^e en

1947, en seconde en 1948 et en première en 1949.

Après la classe de première, il connaît une période de probation à Akono où il devient enseignant stagiaire en 1949-1950. Il dispense les cours de latin et du grec aux élèves des classes de 5^e. Malgré ses difficultés vocales, il donne aussi des cours de musique en plus des cours de dessin qu'il donnait déjà depuis la classe de seconde. Son désir de devenir prêtre reste ferme.

À la rentrée scolaire de septembre 1950, il est admis, avec 18 autres candidats, au grand séminaire d'Otéle où son projet de devenir jésuite prend forme. «C'est l'époque des pères de Lubac et Theillard de Chardin, considérés par Rome comme les théologiens qui dérangent», affirme le Père jésuite Alain Renard. Vraisemblablement, le jeune Mveng avait été séduit par la foi et la liberté de pensée et d'expression de ces théologiens. C'est au cours de cette année 50 qu'il décide de devenir jésuite.

Le 21 septembre 1951, Engelbert Mveng arrive au premier noviciat des jésuites d'Afrique noire crée en 1948 à Djuma (localité située dans le Kwilu, République démocratique du Congo) où il séjourne pendant trois ans.

En 1954, il quitte Djuma pour l'Institut Saint Robert Bellarmin de Wépion (Belgique) où il étudie la philosophie de 1954 à 1957. En Belgique, il entre en contact avec le Père Theillard de Chardin. Il est marqué par la place qu'occupe le thème de la vie dans l'œuvre de ce brillant collègue qu'il n'avait fait connaissance qu'à travers les écrits. Au fur et à mesure qu'il avançait dans la connaissance de la civilisation occidentale, il se posait des questions sur l'historicité du monde africain. En 1957, Engelbert Mveng quitte la Belgique pour la France où il étudie la philosophie pendant un an. Après ses études en philosophie, il rentre au Cameroun et effectue un stage apostolique de trois ans, de 1958 à 1960, conformément au parcours habituel des Jésuites. C'est la période de régence au cours de laquelle le futur jésuite met en pratique tout ce qu'il a appris. Au cours de cette période, il est observé et apprécié par ses frères et son supérieur. Ceux-ci apprécient ses capacités à intégrer la vie communautaire avec ses contraintes, ses exigences disciplinaires ; sa serviabilité et ses aptitudes intellectuelles et spirituelles. C'est dire si la période de régence est une étape capitale pour le futur jésuite.

Pendant cette période, il est enseignant au collège Libermann de Douala où les jésuites viennent de s'installer. Dans cet établisse-

ment, il est chargé des cours de grammaire et d'histoire auxquels s'ajoutent le latin et le grec. Selon certaines sources, de nombreuses personnalités de la République du Cameroun ont été ses élèves. Parmi celles-ci, des noms tels que Guillaume Bwelle, Louis Yinda, Bipoum Woum etc, sont avancés. Ses collègues, ses anciens élèves et ses supérieurs sont unanimes pour reconnaître que le régent Mveng était très exigeant et doué d'une grande compétence, d'une serviabilité et des qualités pédagogiques à nulle autre pareille.

Au cours de ses conférences sur la culture africaine, il ne cessait de susciter chez ses élèves et auditeurs une prise de conscience sur l'identité culturelle de l'Afrique noire. Au cours de l'une d'elles, il avait critiqué tous les ornements occidentaux (vestes, cravates) dont se drapent ceux qui «singent l'homme blanc» en déphasage avec les climats et les réalités africaines. «Le lendemain, les élèves, pour marquer leur adhésion à son discours, étaient venus en classe, dans une large majorité, habillés en tissu cotonnade noué autour des reins. Mais ce retour subit à l'authenticité africaine ne plut pas à Mveng qui tança ses élèves.» (Messina, 2003). L'homme était paradoxal, il fallait l'accepter ainsi et vivre avec, conclut l'auteur de Engelbert Mveng ; La plume et la pioche. Un message pour le 3^e millénaire.

Cette période de régence sera aussi un moment important pour sa vie d'artiste doublée d'historien. Au cours de cette période, il se rend à Fouban en compagnie du père Éric de Rosny. Dans cette localité connue pour les prouesses artistiques de ses habitants, Engelbert Mveng s'initie aux mystères de l'art traditionnel : «intuition des formes et des lignes, les couleurs, les techniques de sculpture et dessin, mais aussi, et surtout la signification des symboles». Il s'est également initié auprès des artistes bamilekés. Il a séjourné à Bandjoun, Bafoussam, Fouban. Pendant cette période de régence, il réalise des œuvres d'art splendides. Parallèlement, il entreprend des recherches sur l'histoire du Cameroun.

À la fin de la période de régence, il s'envole pour la France afin d'entamer les études de théologie. À la rentrée académique 1960-1961, il s'inscrit au Collegium Maximum de Chantilly pour le cours majeur. L'année d'après, la province de Paris le prend en charge pour sa deuxième année de Théologie au Collegium Maximum de Lyon. C'est dans cette localité qu'il achève, en 1962 probablement, la rédaction de son ouvrage, Histoire du Cameroun qui est publié aux éditions Présence africaine en 1963. Cet ouvrage reçoit le prix Broquette-Gonin et la médaille de l'Académie de France d'Outre-mer. La même année, il publie aux éditions Mane sa première œuvre d'art graphique, «Chemin de croix» publié sous le titre Si quel qu'un... dont il dira lui-même que ce chemin de croix résume toute sa pensée et toute sa béatitude (Père Alain Renard).

Pendant trois ans à Lyon, il étudie la théologie. Le 07 septembre 1963, il est ordonné prêtre avant la fin de ses études en théologie en 1964. Sa thèse de doctorat troisième cycle en théologie, soutenue en 1964, est consacrée à saint Augustin l'Africain.

Au cours de la période concil-

liaire, 1962-1965, qualifié par le Professeur Muiji Malamba «d'ivresse culturelle». Engelbert Mveng donne des conférences à Rome.

En 1965, Engelbert Mveng rentre définitivement au Cameroun bardé de diplômes et titres universitaires. Au cours de son long séjour, il perd sa mère et sa sœur. Son retour au pays natal ne met pourtant pas fin à ses études universitaires. Encore moins, à ces activités dans le domaine culturel. C'est ainsi qu'en 1966 à Dakar au Sénégal, il est l'un des organisateurs du premier festival mondial des arts nègres.

En 1968, il s'inscrit à l'université de Dakar et obtient en 1969 les certificats de latin et de grec. Il s'adonne ensuite à la recherche archéologique au Cameroun. Il fait des investigations à Ngoro (1966), à Mimetal (1968) et à Mvolye (1970). Au même moment, il s'intéresse à l'inculturation et à la liturgie. En 1970, il soutient sa thèse de doctorat d'État à la Sorbonne où il s'était inscrit après l'obtention de son doctorat de troisième cycle. Sa recherche est intitulée : Les sources grecques de l'histoire négro-africaine depuis Homère jusqu'à Strabon. Il lance la même année le Mouvement des intellectuels africains (Mica).

En 1975, il fonde le collège le Sillon qu'il baptise du nom de son unique sœur décédée : Le collège Jeanne Amougou. En 1980, il crée l'Association religieuse dénommée «les Béatitudes», dénomination qui dévoile l'intention spirituelle qui guide sa marche vers Dieu. Cette famille représente son œuvre ultime. Parallèlement à sa mission pastorale, il assume ses fonctions académiques au département d'histoire de l'Université de Yaoundé qu'il dirige de 1983 à 1986. Il est membre fondateur de l'Association ecuménique des théologies africaines (Aota). Il réalise plusieurs œuvres, dont la mosaïque qui orne le cœur de la Cathédrale Notre Dame des Victoires de Yaoundé.

À partir de 1989, l'atmosphère de la communauté les Béatitudes devient invivable. La crise qui couvait éclate au jour en 1990. Le Père Engelbert Mveng vit très mal cette crise. Il est même obligé de se justifier et de se soumettre et à accepter contre son gré certaines décisions. En 1992, il fonde le Centre africain de la recherche sur l'inculturation (Ceri) et suit de près la préparation du Synode africain. En 1994, il participe à Rome aux séances de ce synode. Il est lâchement assassiné dans la nuit du 22 au 23 avril 1995, à son domicile. Le Père Engelbert Mveng nous laisse un héritage immense. Il était à la fois, théologien, homme de science et culture. Ses œuvres et sa parole resteront à jamais graver la conscience de ses concitoyens et des citoyens du monde. Les mains impies ont privé les générations de cette source vivifiante sans laquelle la vie n'a aucun sens, sans laquelle aucune germination n'est possible. Son chemin n'était-il pas déjà symbolisé par son nom ?

JEAN-BOSCO TALLA ET V.T.N.
Source : Patrimoine n° 0013, avril 2001

Jean-Paul Messina, Engelberg Mveng. La plume et la pioche. Un message pour le 3^e millénaire (1930-1995), Yaoundé, Presse de l'Ucac, 2003, 192p.

PIERRE MEINRAD HEBGA

La dialectique de la foi et de la raison



Pierre Meinrad Hebga est né le 31 mars 1928 à Edéa (Cameroun). Après des études primaires à l'École catholique d'Edéa (1934-1938), et ses études secondaires au séminaire d'Edéa (1938-1940), il commence ses études supérieures au Grand Séminaire de Yaoundé par la philosophie scolastique et l'initiation à la théologie (1947-1948). Il poursuit les études théologiques à la Grégorienne à Rome 1948-1952. Elles sont couronnées par la Licence avec un Mémoire de maîtrise sur Sérapion de Thèbes. Ordonné prêtre le 22 décembre 1951, il entre au noviciat, chez les Jésuites, en 1957. Il poursuit des études d'Histoire et de Philosophie des sciences physiques et mathématiques à l'Institut des Sciences à Paris (1961-1962), tout en continuant parallèlement des études de Sciences sociales à l'Institut Catholique de Paris (1960 à 1962), études couronnées par une licence.

Puis, il entreprend des études de Philosophie à la Sorbonne (Paris) où il obtient la licence en 1963 et la Maîtrise en 1965 qu'il conclut par un Doctorat de 3^e Cycle à l'Université de Rennes en 1968 et un Doctorat Unique en 1986. En outre, Meinrad Hebga a étudié à la linguistique bantou à la Duquesne University à Pittsburgh (Pennsylvanie, USA).

Dans sa vie, études, enseignement et ministères pastoraux se sont chevauchés. En effet, de 1964 à 1974, il enseigne le latin, le grec et la philosophie au Collège Libermann de Douala. De 1971 à 1984, il est professeur d'Anthropologie à l'Institut Catholique d'Abidjan (Côte d'Ivoire). Simultanément, il est professeur visiteur à Loyola University de Chicago où il assure des cours de Théologie de 1975 à 1976. Il est également professeur visiteur de Théologie au Weston College de Cambridge en 1976. De 1977 à 1978, il enseigne l'Anthropologie à l'Université Grégorienne de Rome. En 1985, il donne des cours de Philosophie à la John Carroll University du Cleveland. En 1985, il revient au Cameroun et enseigne la Philosophie à l'Université de Yaoundé de 1985 à 1999, puis à l'Institut Catholique de Yaoundé de 1998 à sa mort. Il décède le 03 mars 2008 vers 10 heures au centre hospitalier de château Thierry à 75km de Paris, rongé par la maladie. Il avait 80 ans.

S.A.K.
Source : Fabien Eboussi Boulaga (sous la direction), La dialectique de la raison et de la foi, Yaoundé, Éditions Terroirs, 2007, pp.13-14.

ACHILLE MBEMBE

Pour l'abolition des frontières héritées de la colonisation

"Sortir de la grande nuit - Essai sur l'Afrique décolonisée". Tel est le titre du dernier livre d'Achille Mbembe qui paraît aux Éditions La Découverte à Paris le 14 octobre. J'ai eu le privilège de lire de manière attentive cet ouvrage riche et très documenté écrit en mémoire de Frantz Fanon et Jean-Marc Éla, deux "penseurs du devenir illimité". Malgré son agenda chargé, l'auteur, actuellement en mission d'enseignement aux Usa (Duke University), a accepté de fournir des éclairages utiles qui permettent de mieux comprendre sa philosophie et sa démarche. Dans cet entretien accordé à Norbert N. Ouendji, il va au-delà du texte centré sur les questions liées à la colonisation et aborde des sujets importants qui agitent le débat africain de l'heure.

Vous sommes le continent de "sortir de la grande nuit". Son état de somnolence actuelle vous préoccupe. Et tout au long de votre nouvel ouvrage, vous rejoignez Fanon lorsque vous invitez les Africains à "regarder ailleurs" qu'en Europe s'ils "veulent se mettre debout et marcher"...

C'est, simplement, qu'une nouvelle scène du monde se dessine sous nos yeux. L'Europe n'en est plus le centre de gravité même si elle reste un acteur important de la vie internationale. Rongée par le narcissisme et la blessure du rang perdu, elle tourne désormais en rond sur elle-même, et les Africains perdraient leur temps à vouloir l'ériger en modèle ou à entretenir avec elle des querelles d'un autre âge.

Par contre, c'est en elle-même que l'Afrique doit redécouvrir les ressources de sa régénération, son centre, sa ligne médiane. Ceci n'est pas l'équivalent d'un retour à je ne sais quelles coutumes anciennes. L'Afrique doit se reconstituer en tant que force propre. C'est en devenant sa force propre qu'elle négociera avantageusement avec elle-même et avec le monde - condition pour créer quelque chose d'éminemment neuf, qui fasse signe à l'humanité dans son ensemble.

La Chine aura-t-elle désormais son mot à dire ? Je le relève parce que vous soulignez que l'un des faits majeurs du demi-siècle à venir sera la présence, en Afrique, de l'empire du milieu, d'un grand nombre d'investissements sont déjà bien visibles dans plusieurs pays du continent.

Pour que le projet sino-africain devienne un facteur positif de leur histoire, il faudra que les Africains lui donnent chair et esprit. Pour le moment, ce projet se situe dans une logique de troc, purement extractive, et dont la conséquence est de renforcer les assises matérielles des potentats locaux et des classes sociales qui les soutiennent.

Vous développez assez bien cette logique dans votre livre. On comprend que les potentats locaux dont vous parlez sont inertes face au grand sommeil africain que vous décrivez et dénoncez. Mais ce qui interpelle aussi le lecteur, c'est le rapport que vous établissez entre cette situation et la colonisation.

Elle n'a pas aidé. De tous les points de vue, l'héritage légué par la colonisation était médiocre. Les pouvoirs postcoloniaux n'ont cependant guère fait mieux, eux dont la petitesse d'esprit rappelle à bien des égards celle des maîtres coloniaux.

À ce propos, vous n'êtes pas très tendre vis-à-vis de la France. Vous estimez que cette ancienne puissance coloniale "décolonise"

sans s'auto-décoloniser".

La colonisation française a pris fin et, vaillamment, un transfert de pouvoir a eu lieu. Ceci n'est cependant pas la même chose que la "décolonisation" si, du moins, l'on entend par "décolonisation" un projet radical de recommencement. D'autre part, la colonisation ayant été une forme primitive de la domination de race, on ne peut pas prétendre avoir décolonisé si, par ailleurs, l'on n'a pas démantelé, chez soi, l'armature psychique et les structures matérielles et institutionnelles qui alimentaient le racisme.

Or justement, la France d'aujourd'hui - tout comme d'ailleurs une très grande partie de l'Europe - est prise dans la tourmente d'une formidable logique raciale qui n'a plus honte de se proclamer comme telle. Le vieux pays des "droits de l'homme" est possédé par un désir trouble de provincialisation et, je dois le dire même si le mot est peut-être trop fort, par l'esprit d'un démon que nous connaissons tous - le démon de l'apartheid. Comment comprendre autrement ce rêve fou d'une communauté pure, composée de "gens de

Nous sommes gouvernés par une classe de prédateurs indigènes dont les comportements et les actions se situent en droite ligne des traditions de pouvoir qui prévalaient en Afrique au moment de la Traite des esclaves. Ceux qui nous gouvernent se comportent à l'égard de leurs pays comme des occupants étrangers. Ils traitent leurs pays comme des prises de guerre. Ils ont une manière de se conduire dans la vie de tous les jours - une manière de parler, une manière d'accoutement, de boire et de manger, de se montrer en public, d'éprouver des sensations, de jeter, de gaspiller nos maigres richesses, de se mettre en colère, de traiter leurs ennemis - qui démontre en tout point des qualités de la bête sauvage. La colonisation a encouragé en tous points cette tradition d'ensauvagement.

souche", repliée dans ses "traditions" et débarrassée de ses "étrangers" ? L'instrumentalisation éhontée de l'Islam, l'espèce de guerre sociale menée contre les jeunes Français non-blancs dans les banlieues, la sorte de culturalisme grossier que l'on utilise pour rendre compte des problèmes de discrimination, la haine cultivée à l'encontre des immigrés, les déportations des plus faibles et des plus vulnérables, les projets de déchéance de la nationalité - tout cela, littéralement, pue.

Les élites africaines suivent attentivement ces malheureux développements, et je n'en connais guère qui aimeraient, en plein XXIème siècle, vivre sous le régime du harcèlement permanent et des brimades quotidiennes que fut l'Apartheid.

Selon vous, la décolonisation est donc un processus inachevé, au même titre que la démocratisation. Vous parlez même d'une décolonisation "fictive", donnant ainsi l'impression que les Africains ont encore beaucoup de



chemin à parcourir pour contribuer positivement à ce que vous appelez "la décolonisation du monde". J'entends par "décolonisation fictive" une décolonisation sans démocratisation ou encore, dans le cas de l'Afrique australe, sans "déracialisation". C'est aussi la sorte de décolonisation où le maître vous remet la maison, mais garde par-devers sa ceinture le troussé de clés.

Ceci dit, aujourd'hui il ne s'agit plus tant de lutter contre un occupant étranger que contre soi-même. Bien entendu, les structures de l'exploitation et de l'inégalité à l'échelle mondiale sont encore là. Mais leurs conséquences sont d'autant plus désastreuses que, sur le plan interne, l'Afrique est molle et gélatineuse. Ses forces sont éparpillées et ses énergies dissipées par la cruauté, le gaspillage et les désordres internes. Il lui faut donc constituer son centre propre si elle veut achever la décolonisation. Il

par rapport au fait que, dans bien des pays, les noms de certaines figures importantes ayant combattu pour "l'indépendance" continuent à être censurés des discours officiels. Pourquoi n'arrive-t-on pas à y faire une "place aux vaincus" comme on le voit en Afrique du Sud ?

Nous sommes gouvernés par une classe de prédateurs indigènes dont les comportements et les actions se situent en droite ligne des traditions de pouvoir qui prévalaient en Afrique au moment de la Traite des esclaves. Ceux qui nous gouvernent se comportent à l'égard de leurs pays comme des occupants étrangers. Ils traitent leurs pays comme des prises de guerre.

Ils ont une manière de se conduire dans la vie de tous les jours - une manière de parler, une manière d'accoutement, de boire et de manger, de se montrer en public, d'éprouver des sensations, de jeter, de gaspiller nos maigres richesses,

de se mettre en colère, de traiter leurs ennemis - qui démontre en tout point des qualités de la bête sauvage. La colonisation a encouragé en tous points cette tradition d'ensauvagement.

C'est cette tradition d'ensauvagement qui, historiquement, explique le rapport des États négres à la mort en général, et surtout à la mort de ceux qui ont, par la lutte, représenté d'autres possibilités de vie ; la possibilité d'une émancipation radicale.

Le cas de Ruben Um Nyobé et de bien d'autres vous hante. Vous dites d'ailleurs que si vous vous êtes éloigné spirituellement du Cameroun, c'est en grande partie en raison de son refus de reconnaître l'existence du crâne d'un parent mort, ou plus largement, "le refus de sépulture et le banissement des morts tombés lors des luttes pour l'indépendance et l'autodétermination".

Il ne s'agit pas seulement du crâne de Um, mais aussi de tous ceux qui ont trouvé la mort au cours de la lutte - Pierre Yém Mback, Félix

Moumié, Abel Kingué, Osendé Afana, Ernest Ouandié, la longue liste des gens sans nom et parfois sans sépulture. Il faut y ajouter ceux qui ont vécu sous le signe de l'exil et du bannissement, que notre pays n'a pas reconnu et qu'il a, à un moment, pourchassé - Ndeh Ntumaza, Abel Eyinga, Mongo Beti, Jean-Marc Éla et plusieurs autres.

Il ne faut pas, au milieu de tout ceci, oublier ceux qui, contre vents et marées, ont vécu debout, maîtres d'eux-mêmes, souvent à la marge ; ceux dont le modèle d'existence, au milieu du brouillard et de la fumée, continue de témoigner de ce que nous aurions pu devenir. Je pense par exemple à Fabien Eboussi Boulaga, cette figure singulière dont la pensée pèsera pour longtemps d'un poids propre dans la vie africaine de l'esprit.

Vous êtes donc parti pour la France, avez par la suite découvert les USA avant de déposer vos valises en Afrique du sud à la fin du XXe siècle. Votre regard sur chacun de ces trois pays est tantôt passionné, tantôt bouleversant. Quel héritage vous en avez eu, en fin compte ? Et quel type de rapports entretenez-vous désormais avec le Cameroun ?

Je continue de vivre à cheval entre l'Afrique du Sud, les Etats-Unis et de temps à autre la France. J'aurais passé l'essentiel de ma vie à traverser le monde. Je me suis glissé dans chacun des lieux que j'ai habités non sans une réserve de distance et d'étonnement. C'est ce qui m'a permis d'assumer la cartographie instable et mouvante de ma vie. En marchant, j'ai rencontré d'autres gens, d'autres langues, d'autres sons et d'autres mondes. Né quelque part, je n'appartiens à aucun lieu en tant que tel. J'aurais passé l'essentiel de mes ans à embrasser la part morcelée de ma propre existence, à faire des détours et des rapprochements parfois improbables, à opérer dans les interstices dans le but de donner une expression commune à des choses que souvent nous dissons. Le Cameroun, je le porte par-devers moi, dans une relation filiale avec les figures que nous évoquions à l'instant, persuadé qu'un jour, dans le futur, justice sera faite à leur nom et au texte qu'ils ont écrit.

Au regard de ce témoignage qui donne à votre livre une portée autobiographique, peut-on dire que vous êtes le symbole du citoyen afropolitain dont vous célébrez l'émergence dans la plupart de vos discours ?

Il m'est simplement arrivé de faire l'expérience de plusieurs lieux. Chacun de ces lieux est tissé dans l'étoffe même de ma vie. Chacun a laissé en moi des traces que je suis incapable d'effacer. Chacun aurait pu être, à lui tout seul, le midi et le crépuscule de mon existence. Mais en réalité, je n'ai pu me rapprocher de chacun d'eux que moyennant une prise de distance, l'érection d'une faille qu'il m'a ensuite fallu chaque fois essayer de franchir. Et c'est en marchant que j'ai appris à devenir, non pas "Nègre", mais simplement homme-dans-le-monde.

Vous parlez d'une Afrique qui est désormais "peuplée en majorité de passants potentiels". Vous dites qu'ils sont tentés par l'aventure souvent difficile vers un ailleurs où ils rêvent de se "réinventer et de se ré-enraciner". Comment réussir cette fuite forcenée alors que vous faites le procès d'une globalisation qui n'est plus, pour des millions de gens, "le temps infini de la circulation" ?

L'un des signes les plus dramatiques de la faille des indépen-

Ce qui explique aussi votre colère

dances, c'est le fait que s'ils en avaient le choix, des centaines de millions d'Africains vivraient ailleurs et non pas chez eux. Ce désir généralisé de défection est une véritable catastrophe. Mais je fais également référence à des tendances lourdes de l'évolution sociale du Continent - bientôt plus d'un milliard d'habitants ; la montée d'une civilisation urbaine sans précédent dans l'histoire de la région ; un nouveau cycle de migrations internes ; la consolidation de nouvelles diasporas notamment aux Etats-Unis ; l'arrivée massive des Chinois dans les grandes métropoles continentales. La question est de savoir comment accompagner ces mutations structurelles. Il nous faut ré-imaginer des institutions en phase avec cette Afrique-en-mouvement, cette Afrique-en-circulation, cette culture fluide et très ouverte sur le monde et à la nouveauté ; cette constellation créole, et que j'appelle "afropolitaine".

Revenons sur les causes de cet abandon du continent par ses dignes fils et filles. Vous pointez particulièrement du doigt la gestion calamiteuse des ressources disponibles par des rapaces au pouvoir. Ils s'en vont, en quelque sorte, parce qu'ils ne veulent plus vivre sous des "chefferies masquées".

Les gens font aussi des choix personnels et tous ne sont pas liés à la situation politique désastreuse de nos États. Je parle de la nouvelle phase des migrations de masse, celles qui sont liées à la survie économique ou celles qui sont l'effet des situations de guerre et de conflits. Elles affectent des millions de gens dont certains se déplacent de camps en camps. Mais il y a aussi un processus de déplacement des frontières, que celles-ci soient physiques, culturelles ou culturelles. De ce point de vue, il n'y a qu'à observer la sorte de réalignement mental à l'œuvre dans les églises pentecôtistes qui se développent partout sur le continent sur un mode quasi-capillaire. Ce basculement de la géographie, de l'imaginaire et des formes de mobilité est un facteur clé des recompositions en cours. Accompagner de manière créative ces recompositions exige que soient abolies les frontières héritées de la colonisation ; que soient ouverts de grands espaces de circulation sans lesquels il n'y aura guère de grands pôles régionaux de croissance économique et de créativité intellectuelle, culturelle et artistique. Nous avons besoin d'ouvrir, en Afrique, de vastes espaces de libre-circulation. Cet effort doit aller de pair avec la réforme des règles concernant la nationalité. Que l'on accorde, par exemple, la citoyenneté aux gens d'origine africaine qui le souhaitent, vieilles et jeunes diasporas confondues. Que l'on institue, à l'échelle continentale, un "droit de retour" pour ceux et celles qui souhaitent appartenir au continent.

Ce discours rappelle le projet des Etats-Unis d'Afrique dont rêvaient Marcus Garvey et plus tard Kwame Nkrumah. Aujourd'hui, des leaders comme Kadhafi tentent de faire prospérer cette idée au sein de l'Union africaine, qui est officiellement consciente de la nécessité de la concrétiser. Au-delà des discours, peut-on être optimiste par rapport à cette cause avec la génération des chefs d'Etat actuels ?

C'est un vaste horizon d'avenir et un nouvel imaginaire du futur qu'il s'agit d'ouvrir. Cet imaginaire doit être à la mesure des défis posés par le tumulte du présent. Les discours sur la globalisation cachent mal le

fait qu'une grande "partition" du monde est en cours. Le processus de balkanisation du monde se traduit par la montée des peurs, le retour des murs, les tentatives de réduction du politique aux pulsions les plus primaires, la mise calculée de la raison au sommeil, le retour preux et gaillard de logiques raciales que l'on croyait périmées.

L'Afrique ne peut guère faire face à un monde plus féroce que jamais avec une poussière de micro-Etats sans nom, sans voix ni poids propre. Elle doit absolument faire réseau si elle veut se constituer en force autonome, capable d'embrasser le monde et d'agir à hauteur de celui-ci. Cette idée d'une "nationalité africaine", d'une "cité africaine" nous vient de loin. Elle est inséparable de l'émergence de l'Afrique à la modernité. Elle comporte des dimensions politiques, philosophiques, esthétiques et économiques. Pour la réactiver positivement dans les conditions contemporaines, il faut la remettre entre les mains des sociétés civiles africaines et en faire un grand mouvement culturel.

D'après votre dialectique, la plupart de nos dirigeants sont prêts à tout pour "rester au pouvoir à vie". Vous établissez même un rapport entre les pratiques sexuelles de certains et cette ges-

C'est l'enkystement. Le pays est sous la coupe d'à peu près un demi-millier de vieillards qui, à tous les échelons de la vie publique, s'arc-boutent et ne veulent point mourir seuls. Ils sont décidés à emporter avec eux tout ce qui vit et respire. Le premier d'entre eux, Monsieur Paul Biya, aura bientôt 80 ans. Frappé de sénilité, il n'est lucide que quelques heures par jour, comme d'ailleurs tous les gens de son âge. Peu importe qu'il soit au pouvoir depuis 28 ans. Il ne lâchera pas l'os.

tion du pouvoir en postcolonie, où une "machine à jouer" en est marche. Comment fonctionne exactement une telle mécanique ? Par ailleurs, quels sont les pays où cela s'exprime le plus ?

Ce n'est pas qu'une affaire de dirigeants. C'est tout le rapport entre l'Etat et la société qu'il faut remettre en question. Chaque société a ses dirigeants qu'elle mérité.

Ceci dit, la culture autoritaire post-coloniale - dont je disais qu'elle puise certains de ses ressorts dans l'ethos de la Traite des esclaves - est une culture phallogratique. La phallogratie, c'est le gouvernement du père ou du vieillard. Elle fonctionne sur la base de la croyance selon laquelle c'est dans le phallus que quelque chose se passe. C'est dans et par le phallus qu'il y a événement. En fait, le phallus, voilà l'événement ! Et le pouvoir, c'est l'effort que déploie le phallus sur lui-même pour devenir figure et structure. Non pas une structure de production, mais un conglomérat de sujets voués à la consommation sans but, au gaspillage le plus frénétique, à la dépense sans réserve, bref, à la vénalité et à la corruption.

C'est cela que j'appelle "la machine à jouer". Ces "machines à jouer" sont à l'œuvre dans des pays comme le Cameroun, les deux Congo, le Nigeria, l'Angola, le Gabon, les deux Guinée, le Tchad et le Kenya. La part de sénilité frappe, quant à elle, presque tous les pays africains

Vous montrez que le déficit de démocratie est l'un des dénominateurs communs des pays concernés. Dans la foulée, vous soutenez que, pour que la démocratie "s'enracine en Afrique, il faudrait qu'elle soit portée par des forces sociales et culturelles organisées ; des institutions et des réseaux sortis tout droit du génie,

de la créativité et surtout des luttes quotidiennes des gens eux-mêmes et de leurs traditions propres de solidarité". Il s'agit là, d'une remise en cause radicale des tentatives de lutte qui ont été menées depuis le début des années 1990.

Dans la plupart des cas, les luttes menées depuis 1990 n'ont manifestement pas entraîné une démocratisation radicale de la vie politique africaine. Dans les États francophones en particulier, l'on continue de truquer les élections comme au bon vieux temps de la colonisation. Les citoyens ne sont toujours pas à même de choisir librement leurs dirigeants. La seule forme d'alternance est l'alternance par la mort. Les successions, désormais, se font de père à fils.

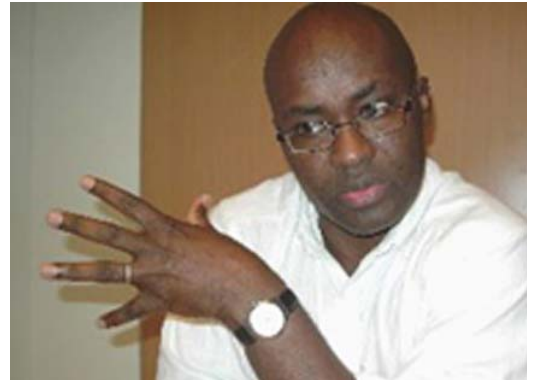
Les expériences les plus avancées demeurent fragiles faute d'enracinement dans les institutions et les structures. Il y a un énorme décalage entre la façon de mener les luttes et les formes de la créativité sociale et culturelle en général, qu'il s'agisse des langages, des institutions, des manières de s'organiser ou des modes de légitimation. L'on a besoin d'une deuxième génération de luttes pour la démocratie en Afrique. Pour aboutir, cette deuxième génération des luttes devra nécessairement assurer le pont entre les formes d'un côté et la culture de l'autre.

Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ?

Il nous faut étudier très attentivement les multiples façons dont opèrent les logiques sociales et culturelles. Comment, dans la pratique de tous les jours, les gens font-ils communauté ? Comment s'organisent-ils pour pratiquer la solidarité ? De quels genres d'institutions se dotent-ils lorsqu'ils cherchent à réaliser des buts transcendants ? Dans quels langages parlent-ils des choses quotidiennes ou encore des fins dernières ? Comment chantent-ils ou prient-ils ? A travers quelles formes expressives cherchent-ils à communiquer la joie, la plainte ou les lamentations ? Comment articulent-ils le proche et le lointain ? A quelles formes de réappropriation soumettent-ils ce qui est nouveau ? Tout ceci constitue le capital culturel sans lequel il n'y a guère, ici, d'action efficace. Si l'on veut enraciner la démocratie en Afrique, il faut déployer ce capital culturel et ces gisements symboliques comme les ressources principales de la lutte. Il faut traduire l'idée même de la démocratie dans les langages des gens. Ce travail intellectuel, mais aussi tactique et organisationnel, n'est malheureusement pas fait.

Les partis d'opposition ont-ils aujourd'hui la légitimité et la crédibilité pour accompagner un tel projet ?

Les partis d'opposition sont loin d'avoir effectué le travail intellectuel dont je parlais il y a un instant. Il faut proposer un imaginaire qui parle aux gens dans les conditions concrètes de leur vie quotidienne. Ce retour aux situations quotidiennes doit aller de pair avec l'articulation d'un horizon d'espoir, une certaine proposition de futur. Mais davantage encore, il faut raviver la conscience de classe si l'on veut échapper aux rets de l'eth-



nisme. Ceci exige une énorme capacité de créativité et de traduction. Il est par exemple significatif que les églises pentecôtistes parviennent à redéfinir ainsi les contours de la communauté et de l'individu à partir d'idiomes dont pourraient s'inspirer les partis politiques d'opposition. Il est en effet possible de proposer de nouvelles visions de la communauté qui ne soient pas nécessairement biologiques, d'inventer de nouvelles formes de parentés qui transcendent le lignage ou la tribu. C'est cette sorte d'imaginaire qu'il faut savoir ouvrir.

Le premier d'entre eux, Monsieur Paul Biya, aura bientôt 80 ans. Frappé de sénilité, il n'est lucide que quelques heures par jour, comme d'ailleurs tous les gens de son âge. Peu importe qu'il soit au pouvoir depuis 28 ans. Il ne lâchera pas l'os. Le moment venu, il se représentera pour un ènième mandat. Il veut à tout prix égaler, puis surpasser Fidel Castro. Il tient à s'éteindre au pouvoir.

Comment éviter un tel naufrage ? Vous donnez le sentiment qu'une alternance n'est pas possible dans les conditions actuelles.

Les rapports entre la société et l'Etat sont tels que dans les conditions actuelles, il ne peut pas y avoir d'alternance pacifique. Les acteurs susceptibles de conduire une révolution sociale radicale manquent à l'appel. La société est ankylosée. Pourtant, le besoin d'une révolution sociale radicale n'a jamais été aussi pressant qu'aujourd'hui.

Dans ce sens, quel regard portez-vous sur les actions que mènent certains membres de la diaspora ces derniers temps ?

Tout ce qui contribue à débloquer l'impasse doit être tenté. Mais il faut reconnaître que l'on est loin du compte. Le spectre d'Haïti plane sur l'Afrique.

Propos recueillis par
NORBERT N. OUEJJI
Source : <http://www.africultures.com>

Dans le cas du Cameroun particulièrement, comment pouvez-vous, avec un peu de recul, résumer la situation qui y prévaut, un an avant la présidentielle en principe prévue en octobre 2011 ?

C'est l'enkystement. Le pays est sous la coupe d'à peu près un demi-millier de vieillards qui, à tous les échelons de la vie publique, s'arc-boutent et ne veulent point mourir seuls. Ils sont décidés à emporter avec eux tout ce qui vit et respire.

Oxygène Liquide

Un supplément alimentaire adapté à votre santé

- Vous avez constamment les maux de tête
- Vous êtes fatigué
- Vous avez des insomnies
- Vous voulez revitaliser votre organisme ou perdre du poids
- Vous voulez booster votre système immunitaire
- Vous souffrez de la grippe
- Vous voulez accroître votre énergie
- Vous voulez combattre les insomnies, l'asthme, les bronchites, les courbatures
- Vous voulez purifier l'eau.
- Prenez quelques gouttes d'OXYGENE LIQUIDE, un produit naturel adapté au sexe et à l'âge

Contacts
Pharmacie provinciale
BP:14291 Yaoundé
Tel: +237 22 20 94 93
E-mail: prouvincial@yahoo.fr

Yaoundé
Mme MUMABI YVONNE
77670671
Dr. TATAPONG EMMANUEL
77797119/96248700
Mr. NGANG David
99917755

Bamenda
Sr. Celestine
77831229



PRIX FÉLIX MOUMIÉ

La remise aura lieu le 13 novembre 2010

Après plusieurs mois d'intense préparation, nous voilà donc enfin prêt ! La remise du prix aura lieu à Genève, à la Salle Calvin de l'Hôtel Ramada-Encore.



Nous commémorerons ainsi à la même occasion le cinquantenaire de l'assassinat à Genève de Félix Moumié. Pour mémoire, c'est le 3 novembre 1960 que l'illustre nationaliste camerounais est empoisonné au thallium, lors d'une soirée au Restaurant le Plat d'Argent au cœur de la Vieilleville de Genève, par un agent secret français qui se disait journaliste.

La journée du 13 novembre commencera, comme tous les ans, par un hommage vibrant au patriote Félix Moumié au bas des marches du lieu où se trouvait le Plat d'Argent, à la Grand-Rue 4. Nous ne manquerons pas de penser à notre cher et regretté Pius Njawé, qui était avec nous en 2009 dans les mêmes circonstances, et qui avait si bien fait le lien entre la lutte de Moumié en 1960 avec celle qui doit se pérenniser jusqu'à la véritable libération de l'Afrique.

En passant par une visite d'hommage au Pavillon de l'Hôpital cantonal qui vit les dernières heures de Félix Moumié,

nous nous retrouverons à 17h00 dans la salle qui nous accueillera pour ces cérémonies de remise du Prix Moumié.

A travers la qualité des personnes qui ont répondu à notre invitation, autant les lauréats, les représentants des lauréats à titre posthume, ainsi que les orateurs dans le cadre

de la Conférence internationale, nous comptons marquer cet événement de manière mémorable.

C'est ainsi que nous accueillons le Roi traditionnel Bamiléké Na-Tche-Ma Tchendjou II Sokoudjou Rameau Jean Philippe, Fo'o de Bamendjou, intronisé en 1953, 15ème chef de la dynastie et doyen des chefs traditionnels de la région de l'Ouest, qui sera accompagné de sa cour, avec la collaboration logistique des communautés Bamendjou de Suisse et de France. En tant que témoin et victime de la répression coloniale et post-coloniale, il a notamment assisté à l'exécution d'Ernest Ouandié le 15 janvier 1971 à Bafoussam. Elevé en pays Bété jusqu'à son intronisation, victime en tant que Chef traditionnel de tentatives incessantes de corruption et de persécutions de représailles par le pouvoir, ce vétéran de la lutte contre le tribalisme, instrument politique de division monté de toute pièce, a toujours prôné la neutralité pour symboliser l'unité et la réconciliation pour un

Cameroun souverain et prospère.

Mme Margaret Nain, veuve du regretté et grand résistant camerounais Albert Mukong, fera personnellement le déplacement de Genève, pour recevoir le Prix attribué à son illustre époux, qui s'est éteint en 1984 chez lui à Bamenda. Résistant farouche, vétéran de la lutte contre la violation des droits de l'homme en tout genre, il fut militant nationaliste de sa jeunesse jusqu'à sa mort. Au crépuscule de sa vie, fatigué et déçu du manque total de volonté du pouvoir, qui ignore jusqu'à ce jour avec une immense arrogance les doléances et revendications de la communauté anglophone, Albert Mukong s'était résolu à embrasser la cause de l'indépendance du Cameroun anglophone. Les Camerounais se rappelleront toujours de la ténacité et de la rare détermination de ce grand homme. Après avoir passé plusieurs années dans des camps de concentration, il fut libéré grâce à la pression internationale, gagnant le procès qu'il avait intenté contre un régime camerounais oppressif à outrance. La présence à Genève aux côtés du Roi Sokoudjou, de sa veuve, soutien inconditionnel pendant de nombreuses années de tortures et de tourments, est considérée par les organisateurs de cet événement historique, comme un symbole du rapprochement entre les peuples, ainsi que d'un vibrant appel au dialogue national.

Nous accueillons également le journaliste camerounais Jean-Bosco Talla, Directeur de l'hebdomadaire « *Germinal* », et figure symbolique de la lutte contre les violations du droit d'expression au Cameroun et en Afrique. S'illustrant comme la mauvaise conscience du régime, M. Talla continue inlassablement ses dénonciations contre une corrup-

tion rampante, et défie en permanence l'illégitimité et les abus de la classe dirigeante. Son opiniâtreté à toute épreuve fait de lui une cible privilégiée des services de renseignements, et un habitué des interpellations et séjours en prison. C'est ainsi que dans la perspective des élections dans différents pays en 2011, dont le Cameroun, le Centrafrique et le Tchad, les journalistes africains subissent de manière exponentielle les assauts soutenus de leurs gouvernements respectifs qui veulent les empêcher de témoigner de leurs dérives contre leurs peuples qui les ont « librement et démocratiquement » élus.

Last but not least, Mme Euphrasie Feu Goungaye Wanfiyo, nous fait également l'honneur infini de venir recevoir le Prix décerné à son époux, dont la brutale disparition en décembre 2007 en Centrafrique près de Bangui, ressemble à tous points de vue à un règlement de compte politique. En effet, Maître Goungaye travaillait activement avec la Cour Pénale Internationale pour la réhabilitation de milliers de victimes de sévices et massacres en République Centrafricaine dans les années 2002 et 2003. Mme Goungaye sera accompagnée d'une délégation centrafricaine, et présentera les activités de la Commission Vérité et Justice, association créée en France à la suite de la mort de son mari, ayant pour but de pérenniser l'œuvre et la mémoire de ce patriote centrafricain mort sur le champ de bataille, en pleine défense des Sans Voix. Ce prix Moumié attribué à Maître Goungaye se doit aussi de rappeler au monde, qu'aujourd'hui, autant qu'en 1960, l'assassinat politique reste en Afrique une arme impitoyable pour ceux qui pensent ainsi effacer les obstacles ainsi que leur

mauvaise confiance, pour mieux s'accrocher au pouvoir et à leur butin.

La Conférence internationale qui suivra la remise du Prix, évoluera autour du thème du Déficit démocratique en Afrique centrale et le risque d'implosion sociale. Nous aurons donc l'immense plaisir d'accueillir le Professeur Rigobert Bwemba-Bong, géopolitologue camerounais, Anatole Malu, d'origine congolaise et Président de l'Université africaine de Genève, Acheikh Ibn Oumar, tchadien, ancien ministre des Affaires Etrangères et dans l'opposition depuis plusieurs années, ainsi que le Professeur Betina Begong-Bodoli, homme de lettres centrafricain et fondateur du Mouvement Panafricain - MPA. Ces quatre illustres intervenants nous broseront de manière très complémentaire, un tableau de la situation actuelle en Afrique centrale particulièrement, soutenant la nécessité de s'unir dans un esprit de dénominateur commun panafricain en ce cinquantième anniversaire de ce que les prédateurs de l'Afrique appellent les « indépendances africaines ».

Pour compléter ce tableau, l'intellectuel camerounais Shanda Tommé, personne ressource de la Fondation Moumié, spécialiste des Relations Internationales et redoutable défenseur des opprimés au Cameroun, viendra apporter une touche supplémentaire à l'événement.

C'est donc dans le panache et à travers une immersion complète dans des questions brûlantes d'actualité, que nous comptons écrire une page de l'histoire du Cameroun et de l'Afrique. Nous nous réjouissons de partager cette grande joie avec tous les Camerounais, Africains et amis de l'Afrique, animés par un désir irrésistible de retrouver une Afrique véritablement émancipée et maîtresse de son destin.

REBECCA TICKLE
Secrétaire-générale
Fondation Moumié

Avis de décès**Zo'o Zo'o Eddie Clarence**

Né le 08 Juillet 1977 à Metet
Fils de : Feu Zo'o Zo'o Albert
Et de : Obono Pauline

Étude Primaires
Écoles publiques : Manjo, Nanga Eboko et Gendarmerie nationale 1 B Ydé

Études secondaires
C.E.S de Ngoa-Ekélé
- Lycée Général Leclerc Yaoundé
- Lycée de Sangmélina
- Lycée de Biyem-Assi
- Collège ITIE Ydé

**Études professionnelles**

- Injs de Yaoundé : Promotion Paeps en 2003
- Stage d'Entraîneur de Foot-Ball à l'Injs

Études professionnelles

- Injs de Yaoundé : Promotion Paeps en 2003
- Stage d'Entraîneur de Foot-Ball à l'Injs

Vie professionnelle

- Professeur d'Eps à l'Eniet de Douala
- Professeur au Collège C-Plan à Ndogpassi II
- Professeur au Collège La Vallée à Village (Douala)

Vie associative

- Président du Comité de Base Ojrdpc quartier Ari (Douala 3ème)
- Footballeur émérite dans les équipes suivantes : (Fogape, Mineduc, Ouragan, Colombe Sportive de Sangmélina)
- Amiral d'Evelessi (toute sa jeunesse jusqu'à sa mort) ;
- Injs (pendant son cycle de formation) ;

Vie religieuse

Baptisé et confirmé de l'Epc, Paroisse de Mbouma Nazareth, Palestine Djoum
Laisse une mère ; 2 sœur et 3 frères

Programme des obsèques

Du samedi 02 au mercredi 13 octobre 2010: Recueillement au domicile familial sis au camp sic Mendong, derrière le commissariat du 9e logement B11

Judi, 14 octobre 2010: 20h-23h: -Veillée sans corps à Mendong logement B11 individuel.

Vendredi 15 octobre 2010 : 08h

- Mise en bière et levée de corps à l'hôpital obstétrique de Ngoussou

- Départ pour le village à Mekotto, arrondissement de Mintom II

- 20h veillée jusqu'à l'aube

Samedi 16 octobre 2010: 10 h: Culte: 11h Inhumation; -11 h 30 Collation

Opération 10 000 000**électeurs****Citoyennes, citoyens,****inscrivez-vous****massivement****sur les listes électorales et****défendez votre vote le moment****venu****Voter est un devoir citoyen.****Ceci est un message de****Human Rights Initiatives**